

# La Saisissabilité des Salaires

(Sciences politiques et économiques).

PAR

DOCTEUR EN DROIT

JUGE DE PAIX A CHALONS-SUR-MARNE

*Suffragants* } MM. WAHL  
                  } HITIER } *Professeurs.*

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT &amp; DE JURISPRUDENCE

1910







Digitized by the Internet Archive  
in 2026

# THÈSE

POUR LE DOCTORAT

---

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation  
aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être  
considérées comme propres à leurs auteurs.**

---

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

---

# La Saisissabilité des Salaires

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*(Sciences politiques et économiques).*

L'acte public sur les **Matières** ci-après sera soutenu  
le **Mardi 19 Avril 1910**, à 3 heures

PAR

**Adrien LEROUX**

DOCTEUR EN DROIT

JUGE DE PAIX A CHALONS-SUR-MARNE



---

*Président : M. TRUCHY*

*Suffragants* { **MM. WAHL**  
**HITIER** } *Professeurs.*

---

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

**ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR**

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13

---

1910



*A mon ami Léon VOL*



# LA SAISSISSABILITÉ DES SALAIRES

---

## INTRODUCTION

— —

On peut dire, dans un sens large, que le salaire est « tout revenu perçu en échange d'un travail ». Si l'on s'en tient à cette définition très compréhensive, le salaire apparaît comme la forme-type du revenu et comprend tout à la fois le traitement du fonctionnaire, les gages du domestique, le prix donné à l'artisan, les honoraires du médecin et de l'avocat. Propriétaires et rentiers rentrent même dans cette catégorie, car eux aussi fournissent un certain travail, et l'on peut alors affirmer comme Mirabeau le père dans une phrase célèbre que « tous les hommes, sauf les voleurs ou les mendiants, sont des salariés ».

Mais le mot de salaire, dans la langue économique comme dans la langue vulgaire, a un sens plus restreint. Il sert à qualifier non point tout revenu perçu en échange d'un travail, mais seulement le revenu perçu par l'ouvrier ou l'employé au service d'un entrepreneur. Ouvrier et entrepreneur, voilà bien les deux termes qu'il nous faut envisager pour

caractériser le contrat de salaire dans notre organisation économique actuelle. Salariat et entreprise sont aujourd'hui inséparables « comme la face et le revers d'une même médaille, plus précisément comme la vente et l'achat d'une même marchandise. La marchandise ici, c'est le travail ou la main d'œuvre : le salarié c'est celui qui la vend, l'entrepreneur c'est celui qui l'achète » (1).

Le salaire, dans ce second sens, le seul que nous aurons à envisager, est donc un revenu dérivé de la production. C'est le prix de vente du droit éventuel de l'ouvrier sur le produit de son travail (2). C'est un forfait. Et comme tel, il présente un double avantage : celui de placer le travailleur dans une condition indépendante des risques de l'entreprise, de l'intelligence ou de l'incapacité du patron, et celui non moins précieux de pouvoir être perçu immédiatement.

Car l'ouvrier ne saurait attendre. Le salaire est presque toujours son unique revenu et s'il est vrai qu'en sa qualité de collaborateur du capitaliste, il a droit à une part des bénéfices futurs, il n'en a pas moins intérêt, étant la plupart du temps sans ressources, à renoncer à cette participation lointaine et éventuelle en faveur du paiement immédiat d'une part certaine. Mais alors le salaire apparaît, de par sa

(1) Gide, *Principes d'économie politique*, 11<sup>e</sup> édit., p. 461.

(2) M. Chatelain, *De la nature du contrat entre ouvriers et entrepreneurs*.

nature même, comme revêtant un caractère alimentaire incontestable.

C'est pourquoi le législateur intervient, non seulement en France, mais dans tous les pays civilisés, non pas pour fixer un salaire minimum au-dessous duquel ne saurait descendre la libre convention des parties (1), mais pour protéger le salaire librement consenti soit à l'encontre du patron débiteur du prix de la main d'œuvre, soit à l'encontre des créanciers de l'ouvrier, soit à l'encontre des créanciers du patron. De là une triple protection légale des salaires.

Nous ne nous occuperons ici ni de la protection du salaire à l'encontre du patron débiteur du prix de la main d'œuvre, ni de la protection du salaire à l'encontre des créanciers du patron. Contentons-nous de rappeler que sur le premier point une loi toute récente, la loi du 7 décembre 1909, vient d'interdire au patron le paiement du salaire en nature. Les abus occasionnés par ce mode de paiement, en Angleterre surtout, ont été flétris sous le nom de *Truck-system* : les ouvriers rançonnés, eux, ont employé un mot plus énergique : *pluck me*, pillez-moi (2). Désormais en France, les salaires ne pourront plus être payés qu'en monnaie métallique ou fiduciaire ayant cours légal, nonobstant

(1) L'Etat, en France, est bien intervenu pour relever le taux du salaire, mais en tant que consommateur et non en tant que législateur (décrets Millerand du 10 août 1899).

(2) Bry, *Législation industrielle*, 3<sup>e</sup> édit., p. 144.

toute stipulation contraire, et ce à peine de nullité.

Notre étude sera donc limitée à la protection légale du salaire à l'encontre des créanciers de l'ouvrier, y compris le patron lui-même, créancier de ses avances en fournitures et en espèces. Dans une première partie, nous donnerons une analyse économique et juridique de la loi du 12 janvier 1895. Nous examinerons dans une seconde partie les résultats qu'a donnés son application ; et de ces résultats nous déduirons, dans notre dernier chapitre, les réformes qu'il y aurait lieu, selon nous, d'accomplir.

---

## CHAPITRE PREMIER

---

### **Etude de la loi du 12 janvier 1895 sur la saisie arrêt des salaires.**

Le caractère alimentaire du salaire entraîne son insaisissabilité, partielle tout au moins. Et cependant jusqu'au 12 janvier 1895, aucune loi n'était intervenue pour en réglementer et limiter, d'une manière générale, la saisissabilité.

Sans doute des lois spéciales, telles que la loi du 19 pluviôse an III pour les officiers de troupes, les commissaires des guerres et tous autres employés dans les armées ou à la suite, la loi du 21 ventôse an IX pour les fonctionnaires publics, avaient réduit à une quotité l'effet de la saisie-arrêt sur les salaires ou traitements qu'elles réglementaient, mais en l'absence de toute disposition semblable pour les salaires des ouvriers et gens de service et les traitements des employés des particuliers, la jurisprudence avait longtemps décidé que, faute d'une semblable disposition, les salaires et traitements étaient saisissables pour le tout, l'insaisissabilité étant en effet une déro-

gation au droit commun qui ne pouvait résulter que d'un texte formel.

Cependant des décisions d'équité, laissant de côté la rigueur des principes, se succédèrent de jour en jour plus nombreuses et gagnèrent à leur tour la Cour de cassation qui, par son arrêt du 10 avril 1860 (D., 60, 1, 166), décida souverainement qu'il appartenait aux tribunaux d'apprécier si les salaires ou traitements pouvaient être considérés comme alimentaires et affranchis à ce titre, soit pour partie, soit pour le tout, des effets de la saisie-arrêt.

La cause était gagnée ; mais ce système avait toutefois l'inconvénient de donner lieu à de nombreux procès tendant à faire déterminer par le Tribunal la mesure dans laquelle le salaire ou traitement devait être considéré comme alimentaire : alors, autant de saisies, autant de procès ! et pendant toute la durée de ces procès le salaire était retenu, la famille restait sans ressources et l'ouvrier découragé finissait par quitter un travail dont il ne percevait aucun fruit et parfois même une contrée qui ne pouvait assurer sa subsistance et celle de sa famille.

La loi du 12 janvier 1895 s'est proposée de remédier à cet état de choses : d'une part elle a fixé la quotité du salaire ou du traitement qui serait désormais insaisissable ; d'autre part, elle s'est efforcée de diminuer les frais et les lenteurs en attribuant compétence aux juges de paix et en organisant une procédure très simple.

Elle constitue donc tout à la fois une loi sociale, une loi de compétence, une loi de procédure (1).

§ 1<sup>er</sup>. — **Les personnes en présence.**

Trois personnes sont ici en présence : le créancier saisissant, le débiteur saisi et le tiers saisi.

Le créancier saisissant n'est que créancier, créancier du débiteur saisi. Le tiers saisi n'est que débiteur, débiteur du débiteur saisi. Quant à ce dernier, il est tout à la fois débiteur du créancier saisissant et créancier du tiers saisi.

Il y a, comme on le voit, deux créanciers et deux débiteurs en trois personnes.

Le créancier saisissant fait défense au tiers saisi, débiteur de son débiteur, de se libérer entre les mains de ce dernier, puis demande à justice que les deniers frappés d'indisponibilité par la défense précédemment faite lui soient attribués : voilà en deux mots toute la saisie-arrêt et toute sa procédure en justice de paix.

Examinons successivement nos trois personnages :

1° *Le créancier saisissant.*

Sur le créancier saisissant, il y a peu de chose à dire.

Il résulte, en effet, des termes très généraux de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 12 janvier 1895 que tout créancier

(1) Glasson, *Précis de procédure civile*, II, p. 372.

d'un ouvrier peut pratiquer une saisie-arrêt, quelle que soit la qualité de sa créance, qu'elle soit hypothécaire, privilégiée ou simplement chirographaire.

Il faut qu'elle soit certaine dans son existence : voilà la seule condition requise. Il n'est pas nécessaire qu'elle soit actuellement exigible : un créancier à terme peut saisir-arrêter. Point nécessaire non plus qu'elle soit liquide, c'est-à-dire déterminée dans son *quantum* en argent, puisque l'article 7 de la loi autorise le juge de paix à évaluer provisoirement la somme pour laquelle la saisie-arrêt sera formée.

Le créancier d'un créancier peut-il, en exerçant les droits et actions de son débiteur, pratiquer une saisie-arrêt au lieu et place de ce dernier ? La Cour de Chambéry, se basant sur l'art. 1166 du Code civil, a répondu par l'affirmative en matière de saisie-arrêt ordinaire (Cour de Chambéry, *Journal des avoués*, 1903, p. 26) et nous ne voyons aucune raison d'écarter cette solution en matière de saisie-arrêt de salaires.

Le créancier du père ou de la mère d'un enfant mineur peut-il faire saisir-arrêter les salaires de ce dernier ? Nous n'hésitons pas à répondre négativement, en nous basant sur l'art. 387 du Code civil qui exclut de la jouissance légale les biens qui proviennent du travail de l'enfant (*Dictionnaire des justices de paix*, Million et Beaume, v° Saisie-arrêt, p. 133).

Les salaires d'une femme mariée tombent, au contraire, en communauté et peuvent être saisis-

arrêtés pour paiement d'une dette de communauté et spécialement pour loyers échus (Trib. de paix de Reims, 26 mai 1898, *Décisions*, 1899, p. 21).

## 2° *Le débiteur saisi.*

C'est lui qui joue le grand premier rôle sur la scène économique dans la matière qui nous occupe et nous allons nous efforcer de bien le déterminer. Aussi bien l'intérêt qui s'attache à cette détermination est-il considérable. Un débiteur saisi employé, en effet, ne bénéficie des dispositions bienveillantes de la loi de 1895 qu'autant que ses salaires ne dépassent pas deux mille francs par an, tandis qu'un débiteur saisi ouvrier bénéficie de la protection légale, quel que soit le montant annuel de ses salaires.

Quel est donc le criterium permettant de distinguer l'ouvrier de l'employé ?

M. Jean Appleton, dans une note insérée au Dalloz (D., 97, 2, 354, notes 3 et 4) dit qu'on reconnaît un ouvrier aux signes suivants :

1° Exercice d'une profession exclusivement manuelle;

2° Salaire calculé à la journée, à l'heure ou à la tâche et payé par semaine ou par quinzaine ;

3° Déduction des jours de maladie ou de chômage.

Le dernier criterium aura rarement l'occasion d'être invoqué et ne paraît d'ailleurs nullement caractéristique : aussi bien ne le donne-t-on qu'en troisième ligne et sans insister.

Il n'en est pas de même du second, et l'on prétend s'appuyer pour le justifier sur les travaux préparatoires. Le projet de loi adopté par la Chambre des députés le 27 juin 1893 déclarait les salaires et traitements des ouvriers et employés saisissables seulement pour un dixième, à condition que leur total annuel ne dépassât pas 2,000 francs. La Chambre des députés, on le voit, mettait sur la même ligne l'ouvrier et l'employé, les jugeait tous deux dignes de la protection légale si leur salaire ne dépassait pas 2,000 francs par an, mais les laissait en dehors de la zone de protection s'il était supérieur à 2,000 francs. Au Sénat, au contraire, on sépara l'ouvrier de l'employé ; on estima qu'il était impossible de calculer avec précision le montant annuel du salaire de l'ouvrier, salaire susceptible de varier d'une semaine à l'autre, de s'augmenter de bénéfices imprévus ou de diminuer par le fait de grèves et de chômages, dont la durée ne pouvait être déterminée à l'avance (Rapport de M. Régismanset, D., 95, 4, 15, 2<sup>e</sup> col.). Et l'on décida que les salaires des ouvriers, quel qu'en soit le montant, ne pourraient jamais être saisis-arrêtés pour plus d'un dixième, tandis que les appointements des employés ne bénéficieraient de cette mesure que lorsqu'ils ne seraient pas supérieurs à 2,000 francs. Le second criterium proposé par M. Appleton paraît donc justifié.

Mais il nous semble cependant qu'à travers les expressions précitées des travaux préparatoires oppo-

sant à l'employé l'ouvrier au salaire variable, sujet aux grèves et aux chômages, le législateur songeait d'une manière plus compréhensive aux travailleurs manuels en général, à ceux qui, n'ayant pour tout capital que leurs bras, n'ont pour revenu que le produit de leur travail. Et ce qui nous confirme dans cette opinion, c'est que l'art. 4 de la loi de 1895, spécial aux ouvriers, parle des outils ou instruments nécessaires à leur travail, des matières ou matériaux dont ils ont la charge et l'usage. Travailleurs manuels en général, outils ou instruments nécessaires au travail, matières et matériaux, est-ce que toutes ces expressions n'évoquent pas la même image, ne fixent pas l'esprit sur le même personnage ? Au surplus, ce second criterium conduirait à exclusion de la catégorie des ouvriers beaucoup de salariés qui cependant en font partie : par exemple, l'ouvrier boulanger, payé à raison de tant par mois dans la plupart des régions, devrait être considéré comme un employé, ce qui serait évidemment une erreur.

Aussi sommes-nous ramené au premier criterium proposé par M. Appleton « exercice d'une profession exclusivement manuelle » et ne nous reste-t-il plus qu'à nous demander si l'adverbe « exclusivement » ne restreint pas dans des limites trop étroites le champ d'application de son criterium. Et ceci nous semble évident. Il n'est pas un ouvrier qui n'ait besoin dans son travail de tirer un parti, si petit soit-il, de son

intelligence. Il serait tout aussi inexact de soutenir que l'employé est celui dont le travail est exclusivement intellectuel : beaucoup d'employés fournissent en effet un certain travail manuel.

Ainsi donc, — et c'est notre conclusion et notre unique criterium — l'ouvrier, au sens de la loi du 12 janvier 1895 est l'individu qui, sous la surveillance et la direction d'un patron et moyennant un prix convenu, exécute un travail manuel, matériel, exigeant plus de force, d'habileté ou d'adresse physique que d'intelligence. L'employé, au contraire, est celui dont le travail est plutôt intellectuel que manuel, exige plus d'intelligence et d'instruction que de force et de résistance physique.

Ajoutons à cela qu'en cas de doute, c'est pour la qualité d'ouvrier qu'il y a lieu de décider : la loi du 12 janvier 1895, en effet, a pour caractéristique d'être une loi de faveur pour les travailleurs manuels en général, pour but de réaliser une amélioration du sort de ceux qui dans un rôle inférieur, modeste, subalterne, concourant à la production, au développement et à la circulation de la richesse nationale, sont de précieux auxiliaires du capital ; c'est une loi sociale, une loi de protection des classes laborieuses et d'amélioration de leur sort.

Il ne nous reste plus maintenant qu'à appliquer notre criterium à quelques exemples caractéristiques tirés de la jurisprudence.

a) Un mécanicien de chemin de fer est-il un ouvrier ?

Il accomplit incontestablement un travail manuel, puisqu'il conduit et fait manœuvrer une locomotive, la répare en cas d'avarie, la graisse, la met en marche, accélère ou ralentit son allure et tout cela par le fait d'un travail manuel, l'emploi de force musculaire et de résistance physique. Il n'y a qu'à voir un mécanicien sur sa machine, considérer sa tenue, l'état de ses mains, pour se rendre compte qu'il fait réellement un travail manuel de tous les instants. Les accidents du travail sont d'ailleurs pour lui d'ordre physique et non intellectuel : à chaque instant, on parle d'un mécanicien victime d'une luxation, d'une hernie de force, d'un mécanicien tombé de machine en essayant de réparer une avarie en cours de route, etc., etc... Le mécanicien de chemin de fer est donc bien pour nous un ouvrier au sens de la loi de 1895 et c'est d'ailleurs cette solution que paraît donner aujourd'hui définitivement la jurisprudence (Tribunal de paix de Châlons-sur-Marne, 3 mars 1908 ; de Villeurbanne, 2 mars 1909, *Le Greffier*, 1909, p. 353).

b) Un contre-maître est-il un ouvrier ?

Le juge de paix de Grand-Couronne (25 mars 1896, D., 97, 2, 357, 7<sup>e</sup> espèce) l'a décidé dans l'espèce qui lui était soumise en s'appuyant sur ce que le contre-maître ne participait pas à l'administration commerciale et au travail des bureaux, était rémunéré à raison

de 1 fr. 25 l'heure et avait un salaire de quinzaine variable.

La démonstration eut été complète, selon nous, si le juge avait pu relater que le contremaître en question participait à l'exécution matérielle des travaux industriels. C'est l'application pure et simple de notre critérium qui nous conduit à cette remarque et nous sommes bien aise de constater ici que la loi du 27 mars 1907 sur les conseils de prud'hommes vient appuyer notre manière de voir. Dans son article 5, en effet, elle range les chefs d'équipes et contremaîtres parmi les électeurs ouvriers, lorsqu'ils prennent part à l'exécution matérielle des travaux industriels, mais les classe parmi les électeurs employés lorsqu'ils ne remplissent que des fonctions de surveillance et de direction.

Un jugement du Tribunal civil de la Seine du 27 décembre 1907 (*Gazette du Palais*, 1908, 1, 270 ; *Revue des Justices de Paix*, 1908, 189) pose bien le principe que pour décider si un contremaître d'usine doit être considéré au point de vue de l'application de la loi du 12 janvier 1895 comme un ouvrier dont le salaire n'est saisissable que jusqu'à concurrence du dixième, ou bien comme un employé ne bénéficiant de cette faveur que si son traitement ne dépasse pas 2.000 fr. par an, il convient de s'attacher à la nature intrinsèque du travail fourni, sans avoir égard à cette circonstance qu'il serait payé au mois et recevrait un salaire assez considérable.

c). Un correcteur d'imprimerie, au contraire, dont les fonctions impliquent une culture intellectuelle assez étendue et un travail de cabinet distinct de celui de l'atelier de composition, doit être considéré non comme un ouvrier, mais comme un employé. Par suite, la loi du 12 janvier 1895 sur la saisie-arrêt des salaires ne lui est pas applicable s'il a un traitement annuel supérieur à 2.000 fr. (Tribunal civil de la Seine, 13 juillet 1908, D., 1909, 5, 7, *Revue des Justices de Paix*, 1909, p. 168).

### 3° *Le tiers saisi.*

Quant au rôle de tiers saisi, il est nécessairement joué par le patron, mais la loi, pour faciliter la délivrance de l'exploit de saisie-arrêt, ajoute (art. 6) qu'il pourra aussi être signifié entre les mains du représentant du patron, pourvu qu'il soit préposé au paiement des salaires ou traitements et qu'il exerce ses fonctions dans le lieu où travaille le débiteur saisi.

Ainsi rien ne s'oppose à ce que la saisie-arrêt soit faite entre les mains du directeur d'une succursale ou entre celles d'un chef de gare : il n'est pas en effet nécessaire que le représentant du patron ait par lui-même le maniement des deniers, il suffit qu'il soit fait par un employé sous ses ordres.

Le Tribunal de paix de Troyes (11 septembre 1895, D., 97, 2, 43) a jugé le contraire pour une saisie-arrêt faite entre les mains d'un chef de gare, mais sa

décision ne paraît pas devoir être approuvée. Les grandes compagnies de commerce, les grandes compagnies industrielles peuvent être actionnées soit à leur siège social qui est ordinairement Paris, soit devant le Tribunal du lieu où elles ont une succursale ; or quand il s'agit d'une compagnie de chemins de fer, on considère comme succursale toute gare principale : la jurisprudence de la Cour de cassation est formelle sur ce point. Dès lors, pourquoi ne pas appliquer cette solution, puisqu'il y a identité de motifs, en matière de saisie-arrêt comme en toute autre matière ?

Il semble bien d'ailleurs que cette disposition de la loi de 1895 n'a pas abrogé pour les fonctionnaires publics les règles spéciales établies sur ce point par le décret du 16 août 1807 et par la loi du 9 juillet 1836, car c'est un principe qu'une loi générale n'abroge pas tacitement une loi spéciale antérieure. La saisie-arrêt doit donc, en pareil cas, être pratiquée entre les mains du comptable sur la caisse duquel l'ordonnance ou le mandat de paiement est tiré (Glasson, *Principes de procédure civile*, II, p. 376) ; par suite c'est, en règle générale, entre les mains des trésoriers-payeurs généraux qui, depuis 1865, sont les caissiers payeurs de toutes les dépenses de l'Etat, que ces saisies-arrêts doivent être pratiquées.

Il y a cependant des exceptions à cette règle en ce qui concerne les régies financières, enregistrement, contributions indirectes, douanes, postes et télégra-

phes, qui ont conservé leurs payeurs distincts. C'est ce qui a décidé une circulaire du Ministre du Commerce en date du 9 mai 1895 laquelle, commentant la nouvelle loi, porte que les saisies-arrêts sur les traitements des préposés doivent être faites exclusivement entre les mains des receveurs principaux sur la caisse de qui les mandats sont délivrés (Cass. req., 11 janvier 1899. *Journal des Greffiers*, 1899, p. 176 et note).

**§ 2. — Le salaire : partie saisissable, cessible, opposable en compensation.**

*1° Le salaire.*

L'objet de la saisie-arrêt de la loi du 12 janvier 1895, c'est le salaire de l'ouvrier. Mais que faut-il entendre par ce mot de salaire ? Faut-il comprendre sous ce vocable toute rémunération résultant d'un contrat de travail, d'un louage d'ouvrage ou de services ? N'y a-t-il pas lieu de distinguer au contraire entre les divers éléments dont peut se composer cette rémunération : appointements payés en argent, allocations et prestations en nature, gratifications et pourboires, retenues pour la retraite, etc., etc... ?

Nulle difficulté en ce qui concerne les salaires ou appointements payables en argent, soit à la journée, soit au mois ou à l'année, quelle que soit d'ailleurs la nature du travail, qu'il s'agisse de sommes dues à un ouvrier, à un employé, à un fonctionnaire quelconque.

Mais pour les autres modes de rémunération il faut, comme il arrive bien souvent, distinguer :

a). Et d'abord, les allocations et prestations en nature font-elles partie intégrante du salaire et doivent-elles être prises en considération pour déterminer la quotité saisissable ?

Théoriquement, il semble bien que oui : la loi du 12 janvier 1895 s'applique par la généralité de ses termes à tous les salaires, à tous les modes de rémunération du travail (Glasson, *Précis de procédure civile*, II, p. 373 ; Bry, *Législation industrielle*, p. 156).

Mais cette solution donne lieu à des difficultés pratiques qu'il est souvent bien difficile de surmonter. Comment évaluer par exemple le dixième de la nourriture d'un ouvrier ou d'un employé ? (*Revue des Justices de paix*, 1895, p. 66 ; Pabon, *Traité sur la saisie-arrêt*, 2<sup>e</sup> édit., n° 89).

Elle a en outre l'inconvénient de mettre le créancier, au point de vue de la compétence du Tribunal, à la discrétion du juge qui, en modifiant par une appréciation arbitraire, dans le pur sens juridique du mot s'entend, l'estimation des prestations en nature, peut arriver à élever ou à abaisser le traitement de l'employé au-dessus ou au-dessous du chiffre de 2.000 fr.

Et puis, comment opérer dans les cas limites ? Voici un vieux serviteur dont le maître conserve les services uniquement pour sa nourriture et son entretien. Eva-

luez en argent la nourriture qu'il reçoit, le logement et le vêtement qui lui sont fournis. Calculez ensuite le dixième de la somme obtenue. Comment le percevrez-vous ?

C'est pourquoi, malgré la haute autorité qui s'attache aux opinions des deux auteurs précités, nous inclinons à croire qu'il vaut mieux, pour éviter des difficultés pratiques presque insolubles, ne pas prendre en considération les prestations en nature pour déterminer la quotité saisissable.

*b). Quid des gratifications et pourboires ?*

Les gratifications qui sont un don facultatif du patron et non une rémunération fixe et certaine du travail, ne comptent évidemment pas pour le calcul de la quotité saisissable.

Quant aux pourboires, nous pensons qu'il faut distinguer : s'ils sont aléatoires, accidentels, ils ne sauraient entrer en ligne de compte ; mais s'ils sont réguliers, normaux, s'ils constituent surtout, comme cela arrive pour les garçons de café de certains établissements, l'unique rétribution de l'employé, nous pensons en ce cas qu'ils perdent leur caractère de gratification pour devenir une véritable redevance (Pabon, *Saisie-arrêt*, n° 98) et qu'une saisie-arrêt pourrait être pratiquée entre les mains du patron.

*c).* Il en est de même des sommes qu'un patron retient en vue de constituer à l'ouvrier ou à l'employé une retraite pour la vieillesse. C'est en vain qu'on

objecterait que l'ouvrier ou l'employé ne touche pas ses retenues. Tout doit se passer, en effet, comme s'il les avait touchées, puis remises à la caisse des retraites ou à la Compagnie d'assurances en vertu du contrat intervenu, lequel ne saurait être opposable aux tiers, notamment au saisissant (Trib. de Dijon, 5 mars 1896, D., 97, 2, 41 et la note de M. Glasson).

Les retenues qui sont entrées dans le calcul du dixième saisissable ne peuvent plus, d'ailleurs, faire ensuite l'objet d'une saisie particulière.

d). Un cas plus intéressant encore au point de vue juridique, où le tiers saisi ne se trouve à aucun moment détenteur des sommes saisies-arrêtées, a été récemment tranché par la Cour de cassation.

Il s'agit des cochers de voitures de place qui, en vertu d'accords intervenus entre eux et la Compagnie qui les emploie, prélèvent chaque jour, pour se rémunérer de leurs services, un certain quantum, soit 20 % des recettes encaissées. La Cour de cassation a décidé que ce mode de rémunération ne saurait avoir pour effet de soustraire les sommes ainsi perçues à l'application du principe général d'après lequel les salaires du débiteur forment le gage commun de ses créanciers et sont saisissables dans les limites fixées par la loi. C'est en vain qu'on objecterait que le mécanisme de la saisie est incompatible avec le fonctionnement d'un système dans lequel la rémunération du cocher s'opérant sous forme de rétention, la Compagnie ne serait,

en réalité, ni détentrice, ni débitrice des sommes saisies-arrêtées entre ses mains : en autorisant le cocher à prélever sur la recette quotidienne par lui faite, pour son compte, la portion représentative du salaire qu'elle lui doit, la Compagnie le fait par voie de compensation ; or, en cas de saisie-arrêt, l'art. 1298 du Code civil fait obstacle à cette compensation et la Compagnie doit désormais répondre des prélèvements qu'elle laisserait effectuer au préjudice des saisissants (Cass. civ., 22 février 1909, *Gazette du Palais*, 1909, 1, 352 ; *Revue des Justices de paix*, 1909, p. 342).

*Quid* lorsque le créancier de deux époux mariés sous le régime de communauté veut saisir-arrêter leurs salaires ?

Il nous semble évident qu'ayant deux débiteurs distincts ayant deux salaires différents, le créancier doit pratiquer deux saisies-arrêts et que pour déterminer le dixième saisissable ou pour rechercher si les appointements dépassent 2,000 fr., il y a lieu d'envisager chaque salaire ou traitement séparément.

Le Tribunal civil de Lyon (20 décembre 1895, D., 96, 2, 289) a bien donné cette solution, mais pour un motif qui ne paraît pas échapper à toute critique : c'est, dit-il, que si la communauté possède les deux appointements réunis, c'est à la condition de faire face à un double besoin. Cette circonstance semble indifférente « car si la saisie-arrêt avait frappé les appointements s'élevant à 10,000 fr. par an d'un père de cinq enfants, il est bien évident que les effets de cette

saisie-arrêt ne seraient cependant pas régis par la loi du 12 janvier 1895, bien que le père de famille fût tenu de faire face à un sextuple besoin » (Note de M. Appleton sous le jugement précité). La vérité, c'est que le Tribunal civil de Lyon, malgré la justesse de la solution par lui donnée, s'est laissé dominer par cette idée que ce n'étaient pas les deux époux qui étaient saisis, mais la communauté considérée isolément des deux époux qui l'alimentent, la communauté personne morale. Or, c'est là une théorie qui n'est admise ni par la majorité des auteurs, ni par la jurisprudence (Planiol, II, n° 905 ; Cass., 18 avril 1860, D., 60, 1, 85 ; 16 janvier 1877, D., 78, 1, 265 ; 28 février 1886, S., 87, 1, 213).

Bien que la loi du 12 janvier 1895 spéciale aux salaires ne s'occupe pour cette raison même ni des pensions de retraite, ni des indemnités dues en cas d'accidents du travail, notons en terminant : 1° que l'art. 65 de la loi du 17 avril 1906 portant fixation du budget, a déclaré toute pension de retraite insaisissable jusqu'à concurrence de 360 fr. et pour le surplus saisissable seulement dans les limites prévues par la loi du 12 janvier 1895, sans déroger d'ailleurs aux lois spéciales qui faisaient bénéficier certaines personnes d'une insaisissabilité plus étendue ; 2° que les indemnités dues en cas d'accidents ne peuvent plus être saisies depuis la loi du 9 avril 1898 lorsqu'elles sont allouées sous forme de rentes.

*2<sup>o</sup> Dixième saisissable.*

Nous avons vu que l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 12 janvier 1893 décidait que les salaires des ouvriers et gens de service n'étaient saisissables que jusqu'à concurrence du dixième, quel que soit le montant de ces salaires ; que les appointements des employés et les traitements des fonctionnaires bénéficiaient de la protection légale et n'étaient saisissables que pour un dixième, comme les salaires des ouvriers et gens de service, lorsque leur montant annuel n'était pas supérieur à 2,000 fr.

Nous avons montré dans le paragraphe précédent comment, d'après les auteurs de la jurisprudence la plus récente, devait se calculer le salaire servant de base au calcul de la quotité saisissable. Cette quotité en est la dixième partie et il n'y a plus après ce qui vient d'être dit, aucune difficulté pour la calculer. Soit, par exemple, un ouvrier qui a gagné à la fin du mois 150 fr. Le patron tiers saisi doit en retenir le dixième, soit 15 fr., même s'il lui fait une retenue, par exemple de 5 %, soit 7 fr. 50, en vue de lui constituer une retraite pour la vieillesse.

Ce dixième saisissable est le gage commun de tous les créanciers, qu'ils soient hypothécaires, privilégiés ou simplement chirographaires ; c'est sur lui que portera spécialement notre étude, conformément d'ailleurs au titre choisi, dans les deuxième et troisième chapitres de notre thèse. Il n'est pas cessible de même que, nous le verrons, le dixième cessible n'est pas saisissable.

*3° Dixième cessible.*

Aux termes de l'art. 2 de la loi du 12 janvier 1895 : « Les salaires, appointements et traitements visés par l'art. 1<sup>er</sup> ne pourront être cédés que jusqu'à concurrence d'un *autre* dixième ». Il résulte de cet article qu'un second dixième, qui n'est pas saisissable, est seul cessible. La saisie et la cession se trouvent ainsi nettement séparées : le dixième saisissable ne peut être cédé, le dixième cessible ne peut être saisi.

Sans doute l'on a objecté, lors de la confection de la loi, que limiter ainsi à un dixième la quotité cessible du salaire, c'était porter atteinte à la liberté de l'ouvrier, à son droit de disposer du produit de son travail, le mettre en quelque sorte en tutelle et le traiter en incapable ; mais outre qu'une telle objection peut s'appliquer à toutes les lois qui ont en vue la protection de l'ouvrier adulte, il y a lieu de remarquer que tout le bénéfice résultant de l'art. 1<sup>er</sup> eût été perdu pour l'ouvrier s'il lui eût été possible de céder son salaire : trop facilement il eût été « la proie de certains trafiquants dont l'industrie consiste à surprendre sa bonne foi ou sa faiblesse en lui vendant des marchandises surtaxées ou en lui faisant des avances à taux usuraire » (Rapport de M. Régismanset au Sénat, D., 1895, 4, 16, 1<sup>re</sup> col.).

Ajoutons que la loi du 12 janvier 1895 constituant une dérogation au droit commun et n'ayant organisé

une procédure spéciale que pour la répartition du dixième saisissable, les cessions et transports de salaires se trouvent soumis aux règles édictées par le Code de procédure civile et affranchis des règles spéciales de la loi de 1895. C'est ainsi notamment que la signification de la cession n'est pas soumise au visa préalable du greffier (Tribunal de paix de Paris, XIII<sup>e</sup> arrondissement, 18 septembre 1908, *Gazette de Paris*, 1908, II, 508 ; *Revue des Justices de paix*, 1909, p. 237).

4<sup>o</sup> *Dixième pouvant être retenu par le patron.*

La loi du 12 janvier 1895 crée au patron qui a fait des avances en argent à son ouvrier une situation préférable à celle des créanciers ordinaires. Elle l'autorise dans son article 5 à retenir à chaque paye un dixième, afin de lui permettre de rentrer dans ses avances par ces retenues successives.

Remarquons bien qu'il s'agit d'un troisième dixième, distinct des deux premiers, ni cessible, ni saisissable.

Rien n'empêche d'ailleurs le patron d'obtenir, s'il le peut, la cession du dixième cessible et même, croyons-nous, d'intervenir dans la saisie-arrêt et de participer aux répartitions du dixième saisi (Pabon, Saisie-Arrêt, n<sup>o</sup> 56 ; *Contrà* : Bry, *Législation industrielle*, p. 160).

Dans tous les cas, l'ouvrier est toujours certain de toucher les sept dixièmes de son salaire. Les dispositions des articles 2, 4 et 5 de la loi du 12 janvier 1895 ayant pour but de lui assurer le paiement de ces sept

dixièmes sont d'ordre public : toute convention par laquelle il renoncerait par avance à se prévaloir de leur insaisissabilité serait radicalement nulle.

Et la jurisprudence va plus loin encore. Elle frappe de nullité non pas seulement la convention par laquelle l'ouvrier consent par avance à la compensation entre ses créances en salaires et ses dettes éventuelles envers son patron, mais encore la convention intervenue entre l'ouvrier et le patron au moment même du paiement des salaires (Cass. civ., 21 juillet 1909, *Revue des Justices de paix*, 1910, p. 71). Le législateur a voulu, en effet, que les sept dixièmes des salaires gagnés par l'ouvrier soient effectivement remis entre ses mains afin qu'il puisse en disposer librement en dehors de toute contrainte, même morale, du patron (*Revue des Justices de paix*, *ibid.*, notes 1 à 4).

##### 5° *Compensation pouvant être opposée pour fournitures d'outils et matériaux.*

D'après le droit commun, le patron débiteur du salaire et créancier de l'ouvrier pour une cause quelconque (fournitures de subsistances, d'outils, de matériaux, etc.) aurait pu opposer à l'ouvrier la compensation jusqu'à concurrence du montant intégral de sa créance.

L'art. 4 de la loi du 12 janvier 1895 a réglementé la matière. Il pose un principe : celui de la non compensation, mais il autorise, dans l'intérêt de l'ouvrier, quelques exceptions.

En principe donc, aucune compensation ne s'opère au profit des patrons entre le montant des salaires par eux dûs à leurs ouvriers et les sommes qui peuvent leur être dues à eux-mêmes pour fournitures diverses, quelle qu'en soit la nature ; le patron ne peut que recourir à la saisie du dixième, que pratiquer une saisie-arrêt entre ses propres mains ou tout au moins se porter intervenant s'il y a déjà des créanciers opposants.

Cette disposition de la loi a eu pour but de frapper les économats. Sans doute, certains d'entre eux, notamment ceux des grandes Compagnies de chemins de fer, correspondent à de véritables besoins et ne sont que la manifestation de l'intérêt que portent les employeurs aux employés : ils vendent au prix de revient, au prix du gros, ils fournissent des marchandises de meilleure qualité et à meilleur compte que ne le ferait le commerce local. Mais à côté de ces économats bienfaisants, il y a de nombreux magasins patronaux qui ne sont que de véritables modes d'exploitation du personnel, offrant tous les abus du *Truck-system*, puis, alors même que l'administration en serait désintéressée et philanthropique, il y a toujours quelque inconvénient à ce que l'industriel ajoute à sa qualité de patron celle de fournisseur de ses ouvriers : ce cumul de fonctions produit une mauvaise impression morale, éveille les soupçons, crée des difficultés ; souvent l'ouvrier venant réclamer sa paye apprend

qu'il est débiteur ; même si la dette est sincère, il peut se croire lésé ; de là des conflits (1).

Le Gouvernement comptait sur la loi de 1895 interdisant la compensation pour amener la suppression des éconômats, mais ce fut une illusion : les éconômats ont persisté. Certains, néanmoins, sont en voie de transformation et prennent la forme de sociétés coopératives de consommation qui, affranchissant l'ouvrier de la tutelle patronale, ne présentent plus les mêmes inconvénients.

Quoi qu'il en soit de l'avenir des éconômats, revenons à notre article 4 qui interdit en principe au patron d'opposer à l'ouvrier créancier de ses salaires la compensation pour dette de fournitures. A ce principe l'art. 4 lui-même apporte une triple exception et admet la compensation quand le patron a fourni à son ouvrier :

- 1° Des outils ou instruments nécessaires au travail ;
- 2° Des matières ou matériaux dont l'ouvrier a la charge et l'usage ;
- 3° Des sommes avancées pour l'acquisition de ces mêmes objets.

Le caractère de nécessité pour le travail que revêtent ces fournitures explique les exceptions légales : « Les fournitures d'outils et d'instruments nécessaires au travail ont pour l'ouvrier une importance capitale

(1) M. Jay à son cours.

telle qu'il serait imprudent d'assujettir le recouvrement de ces avances à des difficultés et à des délais dont l'ouvrier serait bientôt la victime. Quant à la fourniture des matières et matériaux dont l'ouvrier a la charge et l'usage, elle ne saurait être assimilée à une créance ordinaire et le fait de non remboursement de cette fourniture éveille l'idée de détournement ou d'abus de confiance » (Rapport de M. Régismanset au Sénat, D., 1893, 4, 16, 2<sup>e</sup> col.).

Il ne faudrait pas croire cependant que le patron pourrait, pour se payer d'outils ou de matériaux fournis à l'ouvrier, retenir l'intégralité de sa paye hebdomadaire ou de quinzaine. Le salaire de l'ouvrier étant en général son unique revenu a, pour partie tout au moins, un caractère alimentaire : il ne saurait être retenu pour le tout. Le patron doit donc verser à son ouvrier la portion de salaire strictement alimentaire. A défaut d'entente, le juge prononcera.

#### 6<sup>o</sup> *Dettes alimentaires.*

Il s'agit, d'après l'article 3 de la loi du 12 janvier 1893, des dettes alimentaires prévues par les art. 203, 205, 206, 207, 214 et 349 du Code civil. Elles « ne sont pas soumises aux restrictions qui précèdent », dit ce même article 3, ce qui signifie que la saisie-arrêt n'est pas soumise à la restriction de l'art. 1<sup>er</sup>, qu'elle peut porter sur plus de la dixième partie du salaire, mais ne veut pas dire pour cela qu'elle peut l'absorber

en totalité. Comme dans le paragraphe précédent, il appartient au juge, à défaut d'entente entre les parties, de cantonner la saisie-arrêt, d'en limiter les effets (*Journal des Greffiers*, 1901, p. 419 et note).

La question devient très délicate quand il s'agit d'aliments dus entre époux. Soit une instance en séparation de corps ou en divorce. La femme a obtenu par ordonnance du Président (Code civil, art. 238) ou par jugement du Tribunal (Code civil, art. 240) une provision mensuelle. Elle fait opposition sur les salaires de son mari. Celui-ci demande le cantonnement de la saisie-arrêt, sa limitation au dixième saisissable. Que doit faire le juge de paix ? Il importe tout d'abord de préciser le caractère de la pension allouée à la femme. C'est à la fois, dit Planiol, une provision alimentaire et une provision *ad litem* (Planiol, III, n° 627). Cette provision est accordée soit par ordonnance du Président (art. 238), soit par jugement du Tribunal (art. 240). Or, ni l'art. 238 ni l'art. 240 ne rentrent dans l'énumération de l'art. 3 de la loi du 12 janvier 1905. Mais il convient de remarquer que l'art. 214 qui, lui, est un des termes de l'énumération, oblige le mari de fournir à sa femme qui habite avec lui tout ce qui est nécessaire pour les besoins de la vie, selon ses facultés et son état. Le mari doit donc des aliments à sa femme lorsqu'elle habite avec lui. Il continue certainement à lui en devoir si, le mariage subsistant, la femme est autorisée

par une décision de justice à résider en dehors du domicile conjugal. L'art. 238 n'est en réalité qu'une application de l'art. 214. Il en résulte que la saisie-arrêt étudiée n'est pas soumise à la restriction de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi de 1895 et qu'elle frappera une quotité du salaire que le juge arbitrera (Tribunal civil de la Seine, 6 février 1902, D., 1902, 2, 417 ; Tribunal civil de Bordeaux, 18 février 1907, *Revue des Justices de paix*, 1909, p. 154).

La solution nous semble devoir être la même quand il s'agit de saisie-arrêt pratiquée après la séparation de corps prononcée, pour sûreté d'une pension alimentaire accordée à la femme, car le mariage n'est pas dissous par le jugement de séparation (Cf. Planiol, III, n° 732).

Il n'en est plus de même quand la provision alimentaire est accordée après divorce prononcé. Elle a alors son fondement, non plus dans l'art. 212 ou l'art. 214, puisqu'il n'y a plus de conjoints, mais dans l'art. 1382 du Code civil. Elle a en effet au plus haut degré le caractère d'une indemnité : elle est destinée à restituer au conjoint pauvre une part des ressources dont il est privé par la faute de l'autre (Planiol, III, n° 643). Dès lors, la saisie-arrêt ne vaudrait que pour un dixième (*Annales des Justices de paix*, 1898, p. 249, note).

### § 3. — **Compétence et procédure.**

#### *1° Compétence.*

La saisie-arrêt de droit commun est compliquée, lente et coûteuse ; à ce triple point de vue, il importait d'instituer une procédure plus rapide et plus simple.

Le premier moyen, c'était de substituer la compétence du juge de paix à celle du Tribunal civil : « On s'explique d'ailleurs facilement la tendance actuelle à préférer la juridiction du juge de paix à celle des tribunaux quand il s'agit de litiges sans importance ; l'audience du juge de paix est moins solennelle, plus familière, la contradiction y est permise même avec le juge ; les parties s'expliquent en personne, ce qui n'est indifférent ni au point de vue de l'économie des frais ni au point de vue des notions d'équité : l'attitude des parties, l'accent de sincérité, l'énergie des protestations sont de précieux éléments à consulter pour un juge clairvoyant, et en somme il ne faut pas oublier que c'est à la comparution personnelle des parties et à leur interrogatoire direct que recourent les tribunaux quand ils sont le plus embarrassés de décider » (Rapport de M. Régismanset au Sénat, D., 1895, 4, 17, 1<sup>re</sup> col.).

La loi a donc donné compétence au juge de paix : toute autre juridiction, même le Tribunal d'arrondissement, serait incompétente d'une manière absolue, car la loi du 12 janvier 1895 est une loi d'ordre public

en tant qu'elle a pour but de soustraire les créances sur salaires aux lenteurs et aux frais de la procédure ordinaire.

Parmi les différents juges de paix qui pouvaient être choisis, elle a attribué compétence au juge de paix du domicile de l'ouvrier défendeur. C'est une application pure et simple de la règle *actor sequitur forum rei*. Mais l'incompétence de tout autre juge de paix ne serait que relative, de sorte que si l'affaire était portée devant un autre juge de paix et si l'incompétence n'était soulevée *in limine litis* par le défendeur, elle serait couverte et le juge de paix devrait, aux termes de l'art. 7 du Code de procédure civile, solutionner l'affaire portée devant lui, sans pouvoir, comme le Tribunal d'arrondissement, refuser de juger sous prétexte qu'il n'est pas le juge naturel des parties.

Cette attribution de compétence au juge de paix du domicile du débiteur saisi soulève une réelle difficulté au cas où le débiteur déjà saisi transporte son domicile dans un autre canton avant l'instance en validité. Faut-il dire, comme M. Appleton, que la première saisie-arrêt possède la force attractive de faire converger vers elle toutes les autres réclamations qui peuvent se produire par la suite, que le juge du premier domicile doit rester compétent pour connaître de toutes les conséquences de la procédure en vertu d'un rayonnement de sa compétence initiale, qui ne peut

être anéantie ? (Note de M. Appleton, D., 1900, 2, 218, notes 10 et 11). Nous ne le pensons pas : l'art. 9 de la loi du 12 janvier 1895 est formel, il dit que la demande en validité doit être portée devant le juge de paix du domicile du débiteur saisi : le juge de paix du premier domicile devra donc se dessaisir et c'est celui du domicile actuel qui sera seul compétent (Tribunal civil de Versailles, 22 janvier 1899, *Journal des Greffiers*, 1899, p. 415 et note).

## 2<sup>o</sup> Procédure.

La procédure simplifiée de la loi de 1895 se ramène à quatre parties :

- 1<sup>o</sup> Autorisation du juge de paix ou visa du greffier ;
- 2<sup>o</sup> Exploit de saisie-arrêt ;
- 3<sup>o</sup> Procédure de validité ;
- 4<sup>o</sup> Répartition des deniers saisis-arrêtés.

Lorsqu'un créancier qui veut pratiquer une saisie-arrêt sur les salaires de son débiteur est muni d'un titre écrit, il se présente au greffe de la justice de paix et fait viser son titre ; cette formalité est exigée pour empêcher une seconde saisie-arrêt d'être pratiquée sur le même débiteur.

Le greffier de justice de paix doit exiger que le titre soit préalablement enregistré (Résolution de la conférence des juges de paix de Paris, *Annales*, 1895, p. 78 et *Journal des Greffiers*, 1899, p. 172) ; mais il n'a pas à se faire juge de la régularité de la valeur du

titre : il doit viser dès que l'acte écrit qui lui est soumis présente les apparences d'un titre de créance (Tribunal civil de la Seine, 3 février 1898, D., 99, 2, 219, 2<sup>e</sup> espèce).

Si le créancier ne possède aucun titre écrit, il s'adresse au juge de paix qui peut, avant d'accorder son autorisation, faire convoquer devant lui par simple avertissement le créancier et le débiteur, à moins qu'il n'y ait déjà eu pour cette même créance une tentative de conciliation, par exemple à l'occasion d'une demande en paiement et afin d'obtenir jugement.

La saisie-arrêt se fait par exploit d'huissier, conservé comme acte initial de cette procédure ; il est affranchi d'ailleurs de tous droits de timbre et d'enregistrement ; il doit contenir l'extrait du titre si le créancier en a un ou la copie intégrale de l'ordonnance du juge de paix dans le cas contraire. La signification peut être faite, nous l'avons vu, soit au patron lui-même, soit à son préposé chargé du paiement des salaires ou appointements.

La saisie-arrêt produit ici ses effets ordinaires. Elle équivaut à une simple défense de payer faite au tiers saisi, mais ne fait pas sortir du patrimoine du débiteur la créance frappée d'opposition. Plus précisément, nous dirons qu'elle frappe d'indisponibilité la portion saisissable de la créance saisie-arrêtée, mais ne crée aucun privilège en faveur du premier opposant. C'est une simple mesure conservatoire, du moins jusqu'à la

demande en validité. De ce caractère initial, nous tirerons les deux conséquences suivantes : 1° Un jugement même non signifié et susceptible d'appel est un titre suffisant pour permettre une saisie-arrêt (Cour de Paris, 28 décembre 1898, D., 99, p. 345) ; 2° de même une créance à terme ou sous condition, mais il faut bien entendu que la créance soit exigible au moment de la demande en validité (Glasson, *Précis*, p. 309).

S'il survient d'autres créanciers, le greffier qui a pris note du visa par lui donné ou qui est averti de l'ordonnance du juge de paix par le dépôt au greffe de l'exploit de saisie-arrêt, imposé à l'huissier dans les huit jours de la saisie, se borne à consigner leurs interventions sur le registre spécial où il centralise tout ce qui concerne la saisie-arrêt et à en donner avis par lettres recommandées dans les quarante-huit heures tant au débiteur saisi qu'au tiers saisi.

Ces oppositions sont recevables tant que le jugement de validité n'est pas intervenu et devenu définitif (Tribunal de paix de Saintes, 17 juin 1899, *Journal des Greffiers*, 1900, p. 16 et note).

Sur la réquisition de l'un des intéressés, créancier saisissant ou intervenant, débiteur saisi ou tiers saisi, le greffier de justice de paix convoque par lettres recommandées tous les intéressés, sauf celui qui a fait la réquisition, pour la plus prochaine audience. Ces convocations par lettres recommandées valent certainement citation, car elles saisissent le juge de paix de

la demande en validité de la saisie-arrêt. Aussi le greffier de justice de paix doit-il, non-seulement les adresser dans les quarante-huit heures de la réquisition comme le veut la loi, mais encore observer les délais fixés par l'art. 5 du Code de procédure civile pour la délivrance de la citation (Tribunal de paix de Lille, 6 novembre 1895, D., 96, 2, 506).

Les parties comparaissent à l'audience en personne ou par mandataire.

Si le créancier opposant ou intervenant est muni d'un titre exécutoire, le juge de paix se borne à rechercher si les conditions de fond et de forme prescrites par la loi pour la procédure de saisie-arrêt ont été observées et suivant les cas, il validera ou annulera la saisie.

Il prononcera en dernier ressort si la créance est égale ou inférieure à 600 francs, à charge d'appel si elle est supérieure à 600 francs, mais il est toujours compétent.

Si le créancier n'a pas de titre exécutoire, le juge de paix statue d'abord sur la demande en paiement quand il est le juge naturel du fond du débat ou encore quand les parties consentent à proroger sa compétence conformément à l'art. 7 du Code de procédure civile ; il surseoit, au contraire, à statuer si la créance pour sûreté de laquelle la saisie-arrêt est formée excède sa compétence ; puis, une fois qu'il a été statué sur la demande en paiement, soit par lui-même,

soit par le tribunal compétent, le juge de paix se prononce sur la validité ou la nullité de la saisie-arrêt comme il est dit ci-dessus.

Il reçoit également la déclaration du tiers saisi, même si celui-ci n'est pas domicilié dans son canton, ce qui est une dérogation au droit commun ; ajoutons que dans la pratique le juge de paix n'exige pas la comparution personnelle du tiers saisi et se contente, lorsqu'il n'y a pas de contestation, d'une simple lettre missive (*Journal des Greffiers*, 1900, p. 367).

Si le tiers saisi ne fait pas sa déclaration, ni en personne, ni par mandataire, ni par lettre missive, il est déclaré débiteur pur et simple des retenues non opérées, ce qui est encore une dérogation au droit commun.

Lorsque l'instance en validité se termine par un jugement contradictoire, la loi dispense de la signification, le délai d'appel qui est de dix jours, court du jour du prononcé du jugement.

Si le jugement est par défaut, le greffier le notifie à la partie défaillante, ordinairement le débiteur saisi et l'opposition n'est recevable que dans les huit jours de la lettre, c'est-à-dire de la date à laquelle la lettre a été recommandée à la poste. « Le jugement rendu sur opposition ne comporte pas une nouvelle opposition, ni de la part de celui qui a fait défaut une première fois, ce qui est une application du droit commun, ni même de la part de ceux qui n'ont pas fait défaut

auparavant, ce qui est une dérogation au droit commun » (Glasson, *Précis*, II, p. 381).

Le délai d'appel, en cas de jugement par défaut, ne court, suivant la règle ordinaire, qu'à partir de l'expiration du délai d'opposition.

La loi n'ayant pas parlé du pourvoi en cassation, il y a lieu d'appliquer le droit commun et notamment de décider que le pourvoi ne sera recevable que pour excès de pouvoir.

La procédure de saisie-arrêt n'est pas terminée par l'instance en validité. Le but des créanciers n'est pas d'obtenir une simple consécration judiciaire de leurs droits, une condamnation de leur débiteur et la validité de leur opposition, mais bien le transfert dans leurs mains des deniers qu'ils ont saisis-arrêtés. Tel est l'objet de la répartition qui, à défaut d'entente entre les parties, ne peut être faite que par le juge de paix qui a statué sur la validité.

Notons d'abord que le juge de paix peut surseoir à la répartition tant que la somme à distribuer n'est pas en rapport avec le montant des créances produites, plus précisément lorsque la somme saisie ne pourrait pas procurer aux créanciers saisissants un dividende de 20 %, déduction faite des frais à prélever et des créances privilégiées.

Il y procède par acte rédigé dans la forme des jugements ; c'est une véritable décision judiciaire, un jugement qui emporte hypothèque, qui est susceptible

des mêmes voies de recours que le jugement de validité et dont les expéditions doivent être délivrées revêtues de la formule exécutoire.

Les délais de recours expirés, copie intégrale de cet état de répartition signée du juge et du greffier est transmise par ce dernier sous forme de lettre recommandée au saisi et au tiers saisi ; semblable copie ou plutôt en pratique un simple extrait revêtu de la formule exécutoire est délivré à chaque créancier colloqué, qui le présente au tiers saisi pour obtenir le montant de sa collocation ; quittance est donnée en marge de la copie ou de l'extrait.

Ajoutons pour terminer que tous actes, décisions et formalités auxquels donne lieu l'exécution de la loi du 12 janvier 1895 sont, quelle qu'en soit la nature, rédigés sur papier non timbré et enregistrés gratis (Loi de finances du 23 avril 1905, art. 8).

---

## CHAPITRE II

---

Nous venons d'étudier dans un premier chapitre les grandes lignes de la loi du 12 janvier 1893 et nous avons donné au fur et à mesure de cette étude, pour l'éclairer, les solutions jurisprudentielles qui nous ont paru les plus remarquables. Nous nous proposons dans ce chapitre II d'étudier la loi du 12 janvier 1893 dans son fonctionnement judiciaire, de mettre en relief les résultats obtenus, d'en rechercher les causes, ce qui nous permettra de trouver dans notre troisième partie le remède nécessaire.

Certes, nous ne rencontrerons pas ici les résultats absolument décourageants qu'avait entraînés l'application devant les Tribunaux d'arrondissement des articles 557 et suiv. du Code de procédure civile ; le législateur, nous l'avons vu, a résolument écarté les règles savantes et compliquées du Code de procédure : consignation préalable, productions par ministère d'avoué, contredits devant le juge commissaire avec renvoi devant le Tribunal, etc., toutes prescriptions et formalités très logiques en soi et de nature à protéger savamment les intérêts en cause, lorsqu'il s'agit de sommes importantes à distribuer entre un petit nombre de créanciers, mais absolument impraticables

quand la distribution n'est ouverte que sur de faibles sommes, qu'elles ont vite fait d'absorber ; aussi le Tribunal de la Seine était-il avant la loi de 1895 « encombré de procédures de ce genre portant sur des salaires ou appointements ; parfois même les créanciers finissaient-ils par perdre tout espoir de toucher une faible partie des retenues : seul l'avoué poursuivant restait intéressé à continuer la procédure pour recouvrer ses frais de poursuite » (Rapport de M. Régismanset au Sénat, D., 95, 4, 18, 1<sup>re</sup> col.). Telle était la situation lorsque le législateur vota la loi du 12 janvier 1895.

Nous ne nous occuperons ici ni des cessions de salaires dont l'ouvrier fait un si mauvais usage, ni des sommes retenues en compensation par le patron. Notre étude portera désormais exclusivement sur la saisie-arrêt faite par les créanciers ordinaires c'est-à-dire ici non alimentaires sur le premier dixième saisissable, gage commun de tous les créanciers : aussi bien c'est sur cette saisie-arrêt que portent aujourd'hui toutes les critiques et c'est elle qu'il s'agit de réformer.

La procédure organisée par la loi de 1895 ne comporte qu'un seul acte d'huissier, l'exploit initial de saisie-arrêt. Le coût (sauf à Paris où il est supérieur) en était ordinairement fixé, par application de l'art. 29 du décret du 16 février 1807, ainsi qu'il suit :

|                                                  |          |
|--------------------------------------------------|----------|
| 1 <sup>o</sup> Original.....                     | 1 fr. 50 |
| 2 <sup>o</sup> Copie, le quart de l'original.... | 0     40 |

Une circulaire de M. Briand, Garde des Sceaux, du 6 juillet 1908, informe les juges de paix que la Chancellerie a émis l'avis que l'exploit de saisie-arrêt qui frappe les salaires et petits traitements étant devenu exclusivement un acte de la procédure de justice de paix, il y avait lieu d'appliquer désormais l'art. 21 du tarif de 1807, soit :

1° Original..... 1 fr. 25

2° Copie, le quart de l'original..... .. 0 35

Nous avons vu que l'exploit de saisie-arrêt devait contenir en tête l'extrait du titre si le créancier en a un, ou la copie intégrale de l'ordonnance du juge dans le cas contraire. La copie de pièces étant tarifée à 20 centimes par rôle de 20 lignes à la page et de 10 syllabes à la ligne, nous pouvons compter pour la copie de pièces une somme maxima de 1 fr. 20. Il importe en effet de remarquer que l'art. 6 de la loi de 1895 n'exige que la copie d'un extrait et non la copie intégrale du titre, qui occasionnerait trop de frais. D'où :

3° Copie de pièces ..... 1 fr. 20

Soit ensemble pour le coût de l'exploit, sauf transport à raison de 2 fr. par myriamètre.. 2 80

Nous avons tenu à préciser le coût de l'exploit de saisie-arrêt pour bien montrer que le supplément de frais qu'il entraîne, comparé au coût d'une lettre recommandée émanée du greffe, est de minime importance dans une procédure complète de saisie-arrêt

comprenant plusieurs distributions et qu'il importe de le conserver, comme acte initial de la procédure, en raison des grands avantages qu'il présente sur la lettre recommandée (il est plus explicite, étant rédigé par l'huissier généralement mandataire du créancier saisissant, touche plus sûrement la personne à laquelle il est destiné, etc.).

A part l'exploit initial, toute la procédure de saisie-arrêt est entre les mains du greffier de justice de paix dont un décret du 8 février 1895 a fixé les émoluments.

Lorsqu'il survient d'autres créanciers, le greffier, nous l'avons vu, se borne à consigner leurs interventions sur le registre spécial prescrit par l'art. 14 de la loi, où se trouve centralisé tout ce qui concerne la saisie-arrêt et il en donne avis par lettres recommandées tant au débiteur saisi qu'au tiers saisi. L'allocation au greffier par lettre recommandée étant de 0 fr. 50 et le droit de poste de 0 fr. 35, chaque intervention coûte donc 1 fr. 70.

Sur la réquisition de tout intéressé, ordinairement un créancier opposant ou intervenant, le greffier de justice de paix convoque par lettres recommandées, pour l'audience de validité, le débiteur saisi, le tiers saisi et tous les créanciers saisissants, sauf parfois le créancier requérant ; et le coût de chaque convocation est, comme précédemment, de 0 fr. 85.

Si le jugement est contradictoire et si la somme à distribuer dépasse 20 % du montant des salaires,

comme il arrive presque toujours en pratique, l'instance en validité n'étant engagée que dans ces conditions, le juge de paix, pour éviter de nouveaux frais, convoque par le jugement même de validité les parties intéressées pour l'audience de répartition.

A cette audience, il procède à la répartition par acte rédigé dans la forme des jugements ; le greffier adresse dans les délais voulus et par lettre recommandée une copie intégrale de cet état de répartition au débiteur saisi et au tiers saisi, et un extrait à chaque créancier colloqué. L'allocation qui lui est accordée pour chaque copie est de 2 fr. et par chaque extrait de 1 fr. Le coût de chaque copie et de sa transmission par lettre recommandée est donc de 2 fr. 85 et le coût de chaque extrait et de son envoi de 1 fr. 85.

Nous avons supposé que l'instance en validité était collective, c'est-à-dire qu'elle se faisait à la même audience pour tous les créanciers, ce qui est le cas général, et que les deux jugements de validité et de répartition étaient contradictoires, ce qui n'arrive pas toujours, à beaucoup près. Si le débiteur saisi fait défaut, les jugements doivent lui être signifiés et le coût de la procédure en est augmenté par chaque signification de 2 fr. 10, soit 1 fr. 75 pour émoluments au greffier et 0 fr. 35 pour droits de poste (1).

(1) Mais cette augmentation de frais ne change en rien, on le verra facilement, les résultats d'ordre général que nous dégagerons par la suite.

Nous avons maintenant tous les éléments nous permettant de bien comprendre le fonctionnement de la loi de 1895 et d'en apprécier les résultats.

Dans un premier paragraphe, nous rechercherons le coût global d'une procédure de distribution ; nous verrons qu'il est indépendant de la somme à répartir et que sans être proportionnel au nombre des créanciers, il croît avec eux au delà de toute limite, et nous signalerons au passage, en la rendant plus évidente par une représentation graphique, l'erreur trop fréquente qui consiste à reprocher soit aux huissiers, soit aux greffiers de justice de paix, soit même aux magistrats cantonaux qui en ont la surveillance, le coût de certaines procédures de distribution qu'on trouve trop élevé par rapport à la somme à répartir.

Dans un second paragraphe, nous rechercherons ce que coûte une procédure de distribution par rapport à chaque créancier saisissant ; nous verrons que ce chiffre est très élevé lorsqu'il n'y a qu'un créancier, mais qu'il décroît rapidement lorsque le nombre des créanciers s'élève ; nous serons même assez heureux pour donner la loi de cette décroissance progressive, représentée graphiquement par une hyperbole équilatère ayant pour directions asymptotiques les deux axes de coordonnées, c'est-à-dire ici l'axe des créanciers et l'axe des retenues. Et ce qui est plus important encore, nous déduirons notamment de cette loi de décroissance et de sa représentation graphique une

remarque d'ordre général qui nous permettra de montrer tout l'intérêt qu'il y aurait, à égalité de résultats, à substituer à la procédure d'exécution, brutale dans ses résultats, progressive dans les frais qu'elle accumule, la procédure de saisie arrêt, plus humaine et plus douce et qui occasionne d'autant moins de frais par chaque créancier opposant que le nombre de ces créanciers est plus grand.

Nous terminerons enfin ce second chapitre en montrant dans un troisième paragraphe que les frais de saisie-arrêt ne sont pas les seuls que la procédure de répartition sert à recouvrer ; que d'autres frais, frais de citation, de jugement, de signification, faits en vue d'une procédure d'exécution, viennent encore diminuer le chiffre net de la somme à répartir entre les créanciers opposants ; nous nous étonnerons de voir ces frais parasites venir chercher leur extinction dans une procédure qui n'a rien de commun avec eux, qui ne les nécessite pas, ce qui nous permettra de nous demander dans le troisième chapitre s'il ne serait pas vraiment temps de dégager les retenues opérées sur le salaire de l'ouvrier, qui ne sont elles-mêmes par conséquent que du salaire accumulé, de ces frais inutiles qui les diminuent, les absorbent en trop grande proportion et ne servent en fin de compte qu'à surcharger le débiteur du poids d'une lourde dette sans parvenir à désintéresser ses créanciers.

**§ 1<sup>er</sup>. — Coût d'une procédure de répartition : son expression en fonction du nombre des créanciers.**

Nous nous placerons désormais, pour fixer les idées, dans l'hypothèse d'une première répartition précédée d'un jugement de validité contradictoire, mais il serait aisé de voir qu'on arriverait à des résultats analogues dans toute autre hypothèse.

Supposons d'abord qu'il n'y ait qu'un créancier opposant. Le coût d'une procédure de validité et répartition est le suivant :

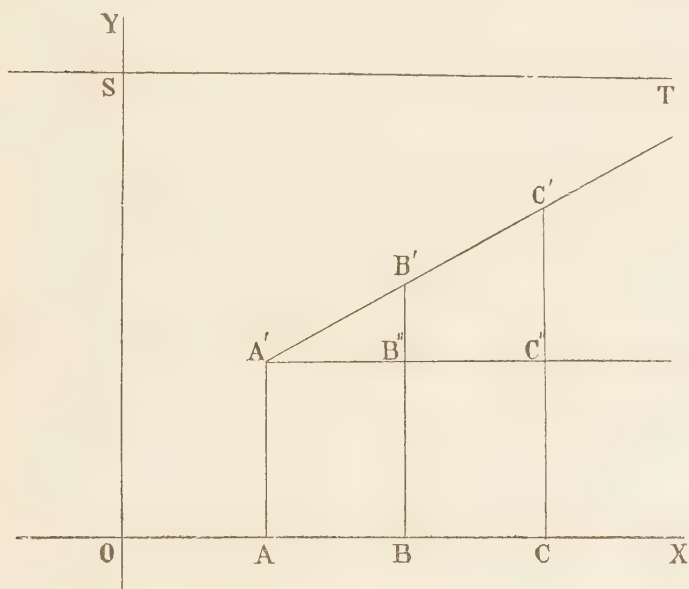
|                                                                                                                  |              |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| 1 <sup>o</sup> Exploit de saisie-arrêt.....                                                                      | 2.80         |
| 2 <sup>e</sup> Convocations à fin de validité au débiteur<br>saisi et en déclaration affirmative au tiers saisi. | 1.70         |
| 3 <sup>o</sup> 2 copies de l'état de répartition pour le<br>débiteur saisi et le tiers saisi.....                | 5.70         |
| 4 <sup>o</sup> Un extrait pour le créancier saisissant..                                                         | 1.85         |
| ENSEMBLE.....                                                                                                    | <u>12.05</u> |

Supposons qu'il y ait maintenant deux créanciers, les frais s'augmenteront de deux lettres d'avis d'intervention, soit 1,70, d'une convocation à fin de validité de 0,85 et d'un extrait transmis par lettre recommandée de 1,85, soit en tout de 4,40.

Pour 3 créanciers, ils s'augmenteront de 2 fois 4,40, etc.

Représentons ici graphiquement les résultats obtenus. Pour cela, traçons deux axes de coordonnées OX, OY. Sur OX, nous portons des longueurs OA, OB, OC... égales à une, deux, trois... unités, suivant

que nous considérons successivement les cas où il y a 1, 2, 3... créanciers. Des points A, B, C... élevons des parallèles à OY et portons sur ces droites des longueurs respectivement égales : 1° pour OA à 12,05 nouvelles unités ; 2° pour OB à  $12,05 + 4,40$  unités ; 3° pour OC, à  $12,05 + 2$  fois 4,40, etc., nous aurons



les points A', B', C'. Les longueurs AA', BB', CC'... représenteront graphiquement le coût d'une distribution suivant qu'il y aura 1, 2, 3... créanciers.

La simple considération des triangles semblables A'B'B', A'C'C'... nous montre que les points A', B', C'... sont en ligne droite. Le coût d'une procédure de répartition est donc représenté graphiquement par la ligne droite A' B' C'...

L'équation de cette droite est d'ailleurs très simplement

$$(1) Y = k + k' (X - I)$$

$k$  et  $k'$  étant deux constantes ; sur la figure  $k = AA'$ ,  $k' = B''B'$  ; d'après les chiffres obtenus précédemment  $k = 12,05$ ,  $k' = 4,40$ .

Une fois en possession de ces résultats, nous en déduisons immédiatement ce qui suit :

1° Le coût d'une procédure de répartition est indépendant de la somme à répartir ; on voit en effet que le montant de cette somme ne figure pas dans l'équation (1) ;

2° Il est moins que proportionnel au nombre des créanciers, puisqu'il est égal à une quantité fixe positive  $k - k'$ , augmentée d'une quantité  $k'X$ , qui seule subit cette loi de proportionnalité ;

3° Il croît indéfiniment avec le nombre des créanciers opposants. En effet, la droite  $A'B'C' \dots$  forme avec  $A'B''C'' \dots$  c'est-à-dire avec l'axe des  $X$  un angle déterminé mesuré par sa tangente ; or la tangente d'un angle donné croît à l'infini quand le rayon de cet angle croît lui-même à l'infini.

Par conséquent, quel que soit le montant de la somme à répartir, somme représentée graphiquement par la longueur  $OS$  ou mieux par une parallèle à l'axe des  $X$  menée par le point  $S$  et si faibles que soient les frais de distribution, quelque réduite graphiquement parlant que soit la droite  $B''B'$ , toujours à un

moment donné la droite A'B'C', qui représente les frais de répartition, croisera la droite ST qui représente la somme à répartir. S'élever contre ce résultat, c'est tout simplement reprocher à deux droites qui ne sont pas parallèles, qui forment entre elles un certain angle, de se rencontrer en un point, d'être concourantes.

On voit par là combien sont injustes, plus modérément combien sont peu précis les reproches qui ont été formulés au cours de différentes enquêtes, même les plus impartialement dirigées, contre des répartiteurs qui, dans certains cas tout particuliers, avaient commis la faute de laisser absorber les retenues opérées par les frais de distribution. On a cité, pour condamner les répartitions judiciaires, les chiffres suivants que je trouve rapportés au *Journal des Greffiers des Justices de paix*, 1903, p. 32 :

|                                         |   |       |                    |
|-----------------------------------------|---|-------|--------------------|
| Pour une somme de 21 f. » à distribuer, |   |       | 26 f. 40 de frais. |
| Pour                                    | — | 22 85 | — 60 90 —          |
| Pour                                    | — | 96 95 | — 104 40 —         |
| Pour                                    | — | 7 »   | — 42 10 —          |
| Pour                                    | — | 7 20  | — 31 25 —          |
| Pour                                    | — | 9 55  | — 59 15 —          |
| Pour                                    | — | 63 06 | — 81 25 —          |

Exceptions que tout cela ! exceptions soigneusement relevées, triées dans plusieurs milliers de répartitions donnant peut-être — c'est ce qu'il s'agit de rechercher — d'excellents résultats, mais exceptions inévitables, qu'on retrouvera toujours, quelle que soit la modicité du tarif qui sera fixé, fût-ce en appliquant,

s'il devient définitif, le projet de loi voté par le Sénat le 22 novembre 1906 ! On ne saurait donc tirer de ces résultats aucun argument contre la loi du 12 janvier 1895. L'erreur capitale de ce raisonnement consiste — on le voit avec la dernière évidence par la formule  $Y = k + k' (X - 1)$  — à faire abstraction du nombre  $X$  des créanciers qui seul, une fois les deux constantes  $k$  et  $k'$  données, détermine le coût de la procédure de distribution et à substituer à ce facteur nécessaire le chiffre de la somme à distribuer qui n'entre pas, qui ne peut pas entrer dans le chiffre des frais.

**§ 2. — Coût d'une procédure de répartition par chaque créancier opposant.**

Nous venons dans un premier paragraphe d'établir le coût d'une procédure de distribution en fonction du nombre des créanciers ; nous avons trouvé que son expression était donnée par la formule

$$(1) \quad Y = k + k' (X - 1)$$

Le coût de la procédure par rapport à chaque créancier est donc

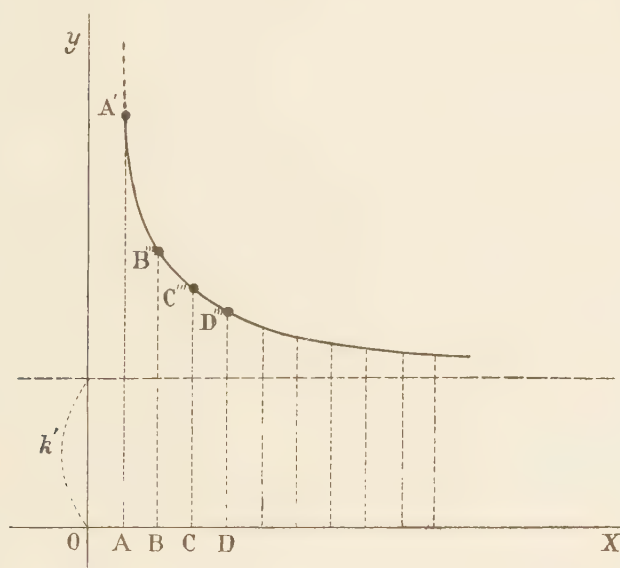
$$\frac{Y}{X} = \frac{k - k'}{X} + k'$$

En désignant ce coût par  $y$ , on a

$$(2) \quad y = \frac{k - k'}{X} + k',$$

équation du second degré représentant une hyperbole

équilatère ayant pour directions asymptotiques les deux axes de coordonnées et pour asymptotes l'axe des Y et la droite  $y = k'$ .



Le coût d'une procédure de distribution par chaque créancier saisissant est donc représenté graphiquement par les ordonnées  $AA'$ ,  $BB''$ ,  $CC'''$ , ... correspondant aux points  $A$ ,  $B$ ,  $C$ , ... indiquant le nombre des créanciers.

De ce second graphique nous déduisons immédiatement les résultats suivants :

1° Le coût de la procédure de répartition par chaque créancier intervenant décroît à mesure que ce nombre de créanciers augmente ; il passe successivement par

les valeurs  $AA'$ ,  $BB''$ ,  $CC'''$ , ... c'est-à-dire qu'il part de la valeur  $k$  pour décroître sans cesse.

Nous en concluons qu'il y aurait tout intérêt, à égalité de résultats, à substituer à la procédure d'exécution, toujours identique à elle-même et dont les frais sont proportionnels au nombre des créanciers poursuivants, la procédure de saisie-arrêt dont la courbe de frais tourne sa convexité vers l'axe des créanciers et s'infléchit sans cesse. Or nous verrons dans notre troisième paragraphe qu'il y a plus qu'égalité de résultats, que c'est en effet la procédure de saisie-arrêt qui liquide et qui solde la plus grande partie des frais de citation, de jugement, signification et autres faits en vue d'une inutile exécution. Dès lors, la conséquence s'imposera. Nous l'exposerons dans le chapitre III.

2° Le coût de la procédure d'exécution par chaque créancier intervenant a pour limite  $k'$ .

Ce résultat est évident, puisque l'hyperbole se rapproche indéfiniment de son asymptote et que celle-ci a pour ordonnée  $k'$ . Il entraîne cette conséquence qu'il faut surtout viser si l'on veut diminuer les frais des répartitions judiciaires à réduire ce chiffre  $k'$ , qui est la limite vers laquelle tendent, à partir d'un certain nombre de créances, les frais occasionnés par chaque créancier saisissant. Voilà pourquoi nous applaudissons sans réserve à cette partie de la réforme votée par le Sénat qui, permettant aux tiers saisis de se libérer par versements trimestriels entre les mains du

greffier de la justice de paix, considéré en l'espèce comme le negotiorum gestor, comme une sorte de syndic d'une affaire particulière, supprime par un procédé aussi simple qu'ingénieux la délivrance des extraits de répartition dont le coût est aujourd'hui si onéreux et représente à lui seul près de la moitié de ce chiffre k'.

§ 3. — **Frais de répartition et frais antérieurs.**

Nous en avons terminé avec l'abstraction, les formules et les courbes et nous le regrettons presque, car nous abordons maintenant un terrain où, n'ayant plus la précision mathématique pour guide, nous risquons de nous égarer dans des chiffres qu'on nous contestera et dans des statistiques qu'on taxera de spéciales et d'arbitraires.

Nous nous efforcerons cependant de ne pas mériter ce reproche.

Les frais d'une procédure de distribution, nous l'avons établi, sont indépendants de la somme à répartir, ils peuvent donc l'absorber en totalité si par exception la somme saisie-arrêtée est très faible et le nombre des créanciers très grand. Il n'y a pas là le fondement d'une objection contre la saisie-arrêt et la procédure de distribution. Il n'en serait pas de même s'il s'agissait de moyennes : la procédure de saisie-arrêt n'est évidemment acceptable qu'autant que les frais de distribution ne représentent normalement,

en moyenne, qu'une fraction de la somme à répartir. Le Tribunal de la Seine, nous l'avons vu, était encombré en 1895 de procédures de distribution de salaires si onéreuses par rapport à la somme à répartir que bon nombre de créanciers avaient perdu tout espoir de toucher même une faible partie des retenues et que seul l'avoué poursuivant avait intérêt à continuer la procédure pour rentrer dans ses frais de poursuite. La loi de 1895, certes, ne doit pas donner des résultats aussi décourageants, puisque la procédure qu'elle organise est singulièrement réduite et qu'elle permet, d'autre part, au juge de paix de surseoir à toute distribution lorsque la somme saisie ne peut pas procurer aux créanciers saisissants un dividende de 20 %, déduction faite des frais à prélever et des créances privilégiées. Mais encore faut-il remarquer qu'il n'y a pas là une obligation, mais une simple faculté pour le juge, et que, d'autre part, la distribution s'impose, quel que soit le chiffre des retenues, lorsque le débiteur saisi quitte son patron.

Il nous reste donc à prendre contact avec des statistiques particulières, sinon pour en accepter tous les résultats, du moins pour en dégager et retenir ceux qui nous paraîtront se présenter avec un caractère de généralité suffisant.

Nous avons fait relever les répartitions effectuées au Tribunal de paix de Châlons-sur-Marne pendant le 1<sup>er</sup> trimestre 1909 et nous avons établi le tableau ci-contre.

| NUMÉROS | CONTRADICT.<br>ou<br>par défaut | NOMBRE<br>des<br>créanciers | MONTANT<br>des<br>créances | REVENUES | FRAIS DE S. A. | DIVIDENDE | MARC LE FRANCO | OBSERVATIONS               |
|---------|---------------------------------|-----------------------------|----------------------------|----------|----------------|-----------|----------------|----------------------------|
| 1       | D                               | 53                          | 4.231 35                   | 947 »    | 143 85         | 803 15    | 20 %           | 3 <sup>e</sup> répartition |
| 2       | D                               | 9                           | 359 77                     | 255 49   | 42 05          | 213 44    | 59 —           | 2 <sup>e</sup> —           |
| 3       | D                               | 10                          | 226 90                     | 168 »    | 47 30          | 120 70    | 53 —           | 2 <sup>e</sup> —           |
| 4       | C                               | 4                           | 357 »                      | 157 81   | 25 75          | 132 06    | 37 —           | 2 <sup>e</sup> —           |
| 5       | C                               | 7                           | 213 70                     | 155 70   | 30 30          | 125 40    | 58 —           | 2 <sup>e</sup> —           |
| 6       | C                               | 8                           | 221 50                     | 194 90   | 29 60          | 165 30    | 72 —           | 2 <sup>e</sup> —           |
| 7       | D                               | 3                           | 278 85                     | 46 47    | 23 55          | 22 92     | 8 —            | 1 <sup>re</sup> (a quitté) |
| 8       | D                               | 8                           | 238 »                      | 270 70   | 32 70          | 238 »     | 100 —          | 4 <sup>e</sup> —           |
| 9       | D                               | 5                           | 322 58                     | 40 40    | 29 10          | 11 30     | 3,5 —          | 1 <sup>re</sup> (a quitté) |
| 10      | C                               | 3                           | 325 68                     | 121 80   | 21 60          | 100 20    | 31 —           | 1 <sup>re</sup> —          |
| 11      | C                               | 14                          | 768 36                     | 239 »    | 57 70          | 181 30    | 23 —           | 2 <sup>e</sup> —           |
| 12      | D                               | 10                          | 679 15                     | 279 99   | 44 75          | 235 24    | 34 —           | 2 <sup>e</sup> —           |
| 13      | C                               | 3                           | 199 70                     | 132 06   | 22 95          | 109 11    | 54 —           | 1 <sup>re</sup> —          |
| 14      | D                               | 2                           | 182 85                     | 108 65   | 21 25          | 87 40     | 47 —           | 1 <sup>re</sup> —          |
| 15      | D                               | 6                           | 322 70                     | 179 30   | 42 80          | 136 50    | 42 —           | 1 <sup>re</sup> —          |
| 16      | D                               | 27                          | 3.164 97                   | 769 97   | 137 80         | 632 17    | 20,1 —         | 2 <sup>e</sup> —           |
| 17      | D                               | 3                           | 127 35                     | 110 38   | 27 70          | 82 68     | 64,9 —         | 1 <sup>re</sup> —          |
| 18      | C                               | 2                           | 299 95                     | 47 60    | 18 »           | 29 60     | 9,8 —          | 1 <sup>re</sup> (a quitté) |
| 19      | D                               | 3                           | 111 45                     | 62 50    | 41 15          | 21 35     | 19 —           | 1 <sup>re</sup> —          |
| 20      | C                               | 3                           | 484 20                     | 302 90   | 26 95          | 275 95    | 57 —           | 1 <sup>re</sup> —          |
| 21      | D                               | 3                           | 214 60                     | 112 50   | 18 65          | 93 58     | 43 —           | 2 <sup>e</sup> —           |
| 22      | D                               | 9                           | 182 41                     | 120 »    | 47 15          | 72 85     | 39 —           | 2 <sup>e</sup> —           |
|         |                                 | 195                         | 13.513 03                  | 4.823 12 | 932 65         | 3.890 47  | 894,9          |                            |

Le premier résultat qui nous a frappé, c'est l'élévation du marc le franc. Il est en moyenne de 40,6 ‰, soit plus du double de celui exigé par la loi; ce résultat tient évidemment à ce que ni le greffier de justice de paix ni les huissiers, mandataires des créanciers sous le nom d'un de leurs clercs ou d'un employé quelconque, ne poussent au grand nombre de répartitions et attendent pour les provoquer et signer une réquisition que le dividende soit assez élevé. Ce tableau doit donc donner sous ce rapport des résultats supérieurs à la moyenne.

Le chiffre des frais par chaque créancier est de 4 fr. 78. Ce chiffre paraît peu élevé si l'on veut bien se reporter aux explications données au § 1<sup>er</sup> de ce chapitre, puisque nous avons vu que chaque nouveau créancier intervenant augmentait le coût des frais de 4.40. Mais il importe ici d'observer que les chiffres donnés par les deux premiers paragraphes de ce chapitre se réfèrent, comme nous l'avons déjà dit, à une procédure de distribution précédée d'une instance contradictoire en validité. Or, comme il est facile de le voir en jetant les yeux sur notre tableau, nous avons ici non seulement des premières procédures de répartition précédées par suite et nécessairement d'instances en validité, mais, d'une part, des procédures de seconde, troisième ou quatrième répartition, souvent moins onéreuses puisque les frais de l'instance en validité ont été, du moins pour les créanciers

alors connus, compris dans les frais d'une première répartition et, d'autre part, de nombreuses distributions par défaut, à frais toujours plus élevés et qui viennent influencer les résultats en sens opposé. Le chiffre de 4 fr. 78 par tête de créancier peut donc être normal.

Quant au rapport entre le chiffre des frais privilégiés de saisie-arrêt (exploit de saisie-arrêt, interventions, validité, répartition) et le chiffre des sommes à répartir, il est ici de 19 pour 100, c'est-à-dire de près d'un cinquième. Mais si l'on veut bien réfléchir que le marc le franc de 40,6 % fourni par notre tableau est de plus du double de celui exigé par la loi et que les frais de distribution sont indépendants de la somme à répartir, c'est-à-dire du dividende revenant à l'ensemble des créanciers, il apparaîtra avec évidence que la procédure organisée par la loi de 1895 est encore trop onéreuse pour le débiteur et que s'il y a lieu de conserver les distributions par contribution en justice en paix, ce que nous examinerons dans le troisième chapitre de cet ouvrage, c'est à la condition expresse de réduire les frais prévus et autorisés par la loi de 1895.

Et cependant les résultats donnés jusqu'ici ne sont que des résultats apparents : la réalité est plus décevante encore. Quoi, dira-t-on ! vous nous avez présenté un tableau où le marc le franc attribué aux créanciers était de 40 % du montant de leurs créances

et où les frais de saisie-arrêt s'élevaient au cinquième de la somme à répartir ; vous avez fait observer que ce marc le franc eût pu n'être que de 20 % sans que les frais de la répartition fussent diminués d'un centime, indépendants qu'ils sont de la somme à répartir et du dividende distribué ; vous avez même insisté sur ce point que la loi n'imposait pas au juge l'obligation d'attendre que la somme à distribuer représentât les 20 % des droits des créanciers opposants, que ce minimum légal se trouvait même forcément abaissé par suite de répartitions rendues nécessaires par le départ du débiteur saisi, quelque modique que soit le montant des retenues opérées. Tout cela permet d'entrevoir derrière les chiffres encore rassurants que vous nous avez fournis, tout à l'arrière plan de votre tableau optimiste, de nombreuses répartitions où la moyenne des dividendes attribués aux créanciers saisissants ne s'élèvera qu'à 20 et peut-être à 17 ou 18 pour 100 du montant de leurs créances. Calculons : nous arrivons à une fraction de frais de répartition égale au moins aux  $\frac{2}{3}$ , soit à plus de 40 % de la somme à répartir. Et vous nous déclarez que les chiffres donnés ne sont qu'apparents, que la réalité est plus décevante encore ! Oui, et cette déclaration n'est que l'expression de l'exacte vérité. Ce que ne donne pas le tableau reproduit ci-dessus, ce que ne fournissent pas les statistiques officielles, c'est le chiffre impossible à déterminer

des frais qui ne sont pas privilégiés, qui sont cependant récupérés par le créancier dans la procédure de saisie-arrêt et qui n'ont d'autre résultat que de le faire rentrer dans ses avances sans diminuer d'un centime le montant de sa créance. Je m'explique. Voici un créancier qui prend contre son débiteur un jugement de condamnation. Le coût de la citation, du jugement et de sa grosse s'élève en moyenne à une vingtaine de francs. Le créancier parfois même fait un commandement dont le coût augmente encore le montant de sa créance. Le débiteur, qui le plus souvent a déjà son salaire saisi-arrêté pour un dixième, qui parfois même a souscrit à la légère pour des fournitures qui ne lui sont pas de première nécessité la cession d'un second dixième, fait un suprême effort sous la menace d'une exécution : il soustrait de son maigre salaire déjà diminué d'un cinquième un acompte de dix ou quinze francs pour arrêter le créancier. Mais s'il est chargé de famille, comme il arrive souvent dans les ménages pauvres, il ne paie d'un côté que pour s'endetter de l'autre, et cette nouvelle dette s'accroît à son tour quelques mois plus tard de nouveaux frais judiciaires : c'est la roue. Et notre débiteur s'enfonce de plus en plus, jusqu'à l'épuisement complet de son crédit.

Or, tous ces frais de citation, de jugement et de grosse, il faut les recouvrer. Sur la procédure d'exécution, il ne faut pas compter ; retirez d'un mobilier

d'ouvrier les meubles que l'art. 592 du Code de procédure civile déclare insaisissables pour raisons évidentes de décence ou d'humanité : les habits dont est couvert le saisi, le coucher qui lui est nécessaire, ses instruments de travail, que reste-t-il pour la vente ? Peu de chose : une petite batterie de cuisine, les couverts de table, un peu de vaisselle, une table, une armoire, quelques chaises, un réveille-matin, tous objets de première nécessité qui ont pour l'ouvrier une grande valeur d'usage, mais n'ont, au contraire, pour le public de la vente qu'une faible valeur d'échange. Et pour la réaliser, le coût des frais déjà exposés devrait être augmenté de nouveaux frais de saisie, de garde et de vente, c'est-à-dire, on peut l'affirmer, de frais le plus souvent égaux ou supérieurs au produit de la vente.

Le résultat pratique est donc le même pour le créancier, qu'il s'arrête au jugement de condamnation ou qu'il poursuive la procédure jusqu'à l'exécution de son débiteur, jusqu'à la vente de son mobilier : il reste avec sa créance et paie tout au moins des frais exposés pour son recouvrement. Il se retourne alors sur le deuxième gage, le salaire de son débiteur. Et il pratique une saisie-arrêt ou se borne à intervenir s'il y a déjà des créanciers opposants. Voilà pourquoi les répartitions sont encombrées de créances où figurent, à côté du principal de la dette, de nombreux frais de citations, de jugements et de grosses, souvent égaux,

parfois supérieurs, et voilà pourquoi nous disions plus haut que les 60, 70 ou 80 % revenant aux créanciers dans les répartitions précitées ne servaient pas uniquement, comme on aurait pu le croire, à éteindre le principal de la dette, mais bien plutôt à récupérer les frais qui avaient été précédemment exposés en vue d'une inutile exécution.

Il nous resterait, pour être complet, à donner quelques statistiques permettant de fixer le quantum de ces frais dans les dividendes revenant aux créanciers. Mais ces statistiques, nous le reconnaissons, n'auraient aucune valeur, même relative. Sans doute, lorsqu'il s'agissait d'évaluer les frais d'une procédure de distribution, nous avons pu puiser des renseignements approchés dans le tableau transcrit précédemment, parce qu'il s'agissait de frais prévus et fixés par la loi, ne pouvant varier que pour des causes bien déterminées, telles que le défaut ou la comparution du débiteur saisi et dans des limites relativement restreintes. Mais ici, au contraire, il s'agit de frais exposés en dehors de notre procédure de saisie-arrêt, frais qui peuvent aller du simple billet d'avertissement à la vente du mobilier du débiteur saisi. Comment, dans ces conditions, de quelques statistiques isolées, tirer des moyennes suffisamment approchées ? Aussi est-il plus sûr de nous borner ici à quelques considérations générales, qui nous donneront cependant certaines indications.

Lorsqu'il n'y a qu'un seul créancier opposant, il peut, nous l'avons vu, pratiquer une saisie-arrêt soit sur simple ordonnance du juge de paix, soit s'il y a titre après visa du greffier. Nous avons fait relever les 100 dernières saisies arrêts pratiquées à la justice de paix de Châlons-sur-Marne et nous avons constaté que sur ce nombre 52 avaient été formées à la suite d'ordonnances, 30 après visa sur grosses, 18 après visa sur titres sous-seing privé, c'est-à-dire sur billets souscrits par le débiteur. Ainsi donc, 30 créanciers sur 100 avaient inutilement essayé la procédure d'exécution et se présentaient pour recouvrer par la procédure de saisie-arrêt tout ou partie des frais par eux inutilement exposés.

Ajoutons ici deux remarques relatives au cas où il y a plusieurs créanciers opposants :

1° Lorsqu'après une première saisie-arrêt pratiquée survient un second créancier, il a le choix entre la procédure d'exécution et la procédure d'opposition. Son choix n'est cependant pas absolument indépendant, il est influencé, comme on va le voir, par la première saisie-arrêt. Supposons que le premier créancier ait fait opposition pour sûreté d'une forte créance, 200 fr. par exemple. Si notre second créancier n'a qu'une faible somme à réclamer, une vingtaine de francs je suppose, il prendra d'abord presque infailliblement la voie de la citation et du jugement, parce qu'il n'aurait à toucher à une répartition que le

dixième du premier créancier et que ce faible quantum risquerait encore d'être bien diminué dans sa valeur absolue par l'intervention de créanciers postérieurs. Il essaiera donc de se faire payer immédiatement par la voie de la procédure d'exécution. Son choix sera même certain si la première créance est privilégiée. Et comme les opposants postérieurs subiront les mêmes concours, on peut affirmer que le nombre de créanciers d'un débiteur déjà saisi qui entament la procédure d'exécution croît, au début du moins, plus que proportionnellement au nombre des opposants ; et comme, d'autre part, le coût d'une procédure d'exécution est toujours égal à lui-même quel que soit le nombre des créanciers, tandis que le coût d'une procédure de saisie-arrêt décroît par chaque créancier suivant une loi que nous avons déterminée, il s'ensuit qu'on peut affirmer hardiment qu'à un moment donné, le coût des citations, jugements, grosses, etc., recouvrés par la procédure de saisie-arrêt qui pourtant ne les nécessitait pas, égalera s'il ne le dépasse pas le montant des frais de la procédure de répartition.

2<sup>o</sup> Le recouvrement des créances est en général confié aux huissiers qui ne pouvant représenter les parties à l'audience par application de l'art. 18 de la loi du 25 mai 1838, se font eux-mêmes substituer par leurs clercs ou, dans les tribunaux où les juges de paix n'admettent pas cette substitution, par des em-

ployés de bureau ou des agents d'affaires. Or, il faut bien remarquer que lorsqu'un huissier représente un premier créancier, il est également sollicité vers les deux procédures. Sans doute, son intérêt personnel lui commandera de diriger plutôt son mandant vers la procédure d'exécution, plus rémunératrice, puisqu'elle s'arrête rarement au jugement et va la plupart du temps jusqu'à sa signification tout au moins, mais enfin la procédure d'opposition lui permet de faire un acte de son ministère, l'exploit initial de saisie-arrêt ; et bien souvent il se contentera de la modeste rémunération que lui vaut l'exploit et conseillera lui-même à son client de pratiquer une saisie-arrêt. Que si, au contraire, le débiteur se trouve avoir déjà une opposition sur ses salaires, l'huissier qui veut être instrumentaire — et les nécessités de l'existence pèseront bien souvent sur sa détermination — n'a plus que la voie de la procédure d'exécution : il ne saurait, en effet, par la procédure de saisie-arrêt, percevoir aucun émolument. Voilà certes une raison, d'ordre tout professionnel, qui vient s'ajouter à la première pour augmenter encore le nombre des citations et des grosses dont le coût sera réclamé dans la procédure de distribution.

---

### CHAPITRE III

---

L'étude que nous avons faite dans le chapitre précédent nous a montré comment la procédure organisée par la loi de 1895 était faussée dans ses résultats par les réclamations de créanciers venant demander au salaire de leur débiteur non pas seulement l'extinction de leurs créances, ce qui est la raison d'être de la procédure de saisie-arrêt, mais le paiement de frais faits dans une procédure parallèle, en vue d'une inutile exécution. De sorte que le salaire du débiteur, qui pourtant revêt un caractère alimentaire très accentué, subit le double prélèvement non seulement de frais bien déterminés de répartition, variables seulement entre certaines limites fixées par la loi, mais encore de frais multiples de citations, de jugements et de grosses, dont il est impossible de déterminer *a priori* le quantum. Car s'il a pour minimum zéro, il ne connaît théoriquement d'autre maximum que l'intégralité de la somme à répartir, déduction faite des frais de distribution, qui sont privilégiés avant tous autres. C'est donc en vain que le législateur s'efforcerait de réduire d'un tiers ou de moitié les frais actuels de répartition ; s'il ne supprime radicalement la pro-

cédure d'exécution, s'il ne prononce en un mot l'insaisissabilité absolue du mobilier ouvrier (1), toute réforme de la procédure de distribution sera selon nous frappée de stérilité.

Mais pourquoi donc reculerions-nous devant cette insaisissabilité ? L'exécution forcée ne peut se justifier que par son utilité. Or nous avons montré — et il suffit de savoir ce que c'est qu'un mobilier d'ouvrier pour en être immédiatement convaincu — qu'elle peut servir tout au plus à récupérer les frais qu'elle nécessite. Elle est donc inutile. Elle est d'ailleurs d'une dureté qui choque la conscience moderne, profondément imbuée des idées de solidarité et de justice. Aussi les législations les plus récentes se font-elles un titre d'honneur de proclamer l'insaisissabilité du mobilier indispensable à la vie d'un être civilisé au milieu de nos sociétés modernes. Voici par exemple ce que dit l'intéressante loi hongroise du 25 août 1908 intitulée *Loi modifiant et complétant celle de 1881, LX sur les voies d'exécution, sanctionnée le 6 août 1908, promulguée dans le n° 13 du 25 août 1908 du « Bulletin Officiel des Lois nationales »* : « Sont exempts de « l'exécution et par conséquent insaisissables, même « avec le consentement du saisi ; — 10° les meubles « de maison et de cuisine, la vaisselle, la batterie de

(1) Nous ne nous occupons, dans les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> chapitres de cette thèse, que de l'ouvrier et de ses salaires, comme l'indique d'ailleurs le titre de notre ouvrage « la saisissabilité des salaires ».

« cuisine, les couverts de table, poêles, fours, indispensables dans le ménage du saisi et de sa famille, les objets nécessaires à l'habillement, la lingerie de lit et de corps indispensable ». Pourquoi notre France républicaine ne suivrait-elle pas cet exemple ?

Supposons donc cette réforme nécessaire réalisée (1) et voyons s'il n'est pas possible maintenant de réduire les frais de saisie-arrêt trop onéreux encore aujourd'hui ; si nous pouvons trouver dans cette recherche une solution acceptable, la question de la saisissabilité des salaires se présentera alors à nous sous un jour particulièrement favorable.

Nous avons vu dans le second paragraphe du chapitre II que le coût d'une procédure de répartition par

(1) Une seule objection nous paraît de nature à pouvoir arrêter le législateur : la nécessité de garantir au propriétaire le paiement de ses loyers. Le Sénat a pris une sage mesure en décidant que la cession du second dixième ne pourrait être consentie que devant le greffier de justice de paix ; ne pourrait-on préciser qu'elle ne pourrait avoir lieu qu'en faveur du propriétaire, ou si l'on veut en faveur du propriétaire et du boulanger, de celui qui donne le pain, l'élément indispensable à la vie, comme de celui qui fournit le toit, l'abri, le repos aussi indispensable que le pain lui-même à la reconstitution des forces physiques de l'ouvrier ? Cette solution n'aurait pas seulement l'avantage de rendre acceptable et même avantageuse pour les propriétaires l'insaisissabilité absolue du mobilier dont elle serait la contre partie, mais encore celui de protéger l'ouvrier contre ces professionnels du crédit : marchands de toile ambulants, colporteurs offrant des occasions, etc..., qui lui vendent à des prix majorés et en toute sécurité, sachant bien que la cession d'un dixième du salaire ne subissant pas le concours d'autres créanciers amènera rapidement l'extinction de leurs créances.

chaque créancier intervenant se composait d'une quantité fixe  $k'$  et d'une quantité variable qui tendait vers zéro à mesure que le nombre des créanciers augmentait. Et nous en avons déduit qu'il ne fallait pas surtout porter ses efforts sur la réduction de cette quantité variable et tendant vers zéro dont la grandeur dépendait pour partie du coût de l'exploit de saisie-arrêt, mais bien sur cette quantité fixe  $k'$  qui se répétait autant de fois qu'il y avait de créanciers intervenant dans la distribution. Voilà pourquoi nous nous sommes déclaré partisan du maintien de l'exploit initial de saisie-arrêt, malgré le léger excédent de frais qu'il entraîne, en raison des grands avantages qu'il présente sur la lettre recommandée et pourquoi nous avons applaudi au contraire sans réserve à cette partie de la réforme votée par le Sénat qui oblige les tiers saisis à se libérer par versements trimestriels entre les mains du greffier de la justice de paix, ce qui permet la suppression des extraits de répartition dont le coût est si onéreux pour le débiteur saisi puisqu'il représente à lui seul la moitié du chiffre  $k'$ .

Nous proposons en outre d'apporter à la proposition de loi votée par le Sénat le 22 novembre 1906 et adoptée par la Commission du Travail à la Chambre des députés le 15 novembre 1909 les modifications suivantes que nous considérons d'ailleurs comme très importantes :

1° L'art. 11 de la loi du 12 janvier 1895 permet au

juge de paix de surseoir à la répartition si les retenues opérées n'atteignent pas, déduction faite des frais à prélever et des créances privilégiées, un chiffre suffisant pour distribuer aux créanciers chirographaires un dividende de 20 % au moins. L'art. 11 de la proposition de loi votée par le Sénat transforme cette faculté en obligation et porte le chiffre du minimum indiqué par la loi de 20 à 35 %.

Nous ne voyons aucun inconvénient à ce que la loi impose au juge l'obligation d'attendre qu'il y ait un quantum suffisant. Mais nous pensons qu'au lieu d'en élever le chiffre, il eût mieux valu faire intervenir ici la notion de temps et imposer par exemple au juge de paix l'obligation de ne procéder à une distribution qu'autant que ces deux conditions seraient tout à la fois réunies : 1° que les retenues opérées représenteraient 20 % des créances chirographaires ; 2° qu'il y eût au moins un an d'écoulé depuis l'exploit de saisie-arrest ou la répartition précédente.

Qu'on veuille bien, pour juger des avantages de cette modification, jeter les yeux sur la répartition n° 1 du tableau des distributions opérées à Châlons-sur-Marne durant le 1<sup>er</sup> trimestre 1909. Le marc le franc n'était que de 20 %. Et cependant était-il possible de différer plus longtemps la répartition ? La distribution précédente n'avait eu lieu qu'en 1903 et la première en 1898. Pouvait-on imposer aux créanciers une plus longue attente ? Ce que le législateur

vent, c'est éviter les répartitions de petites sommes, multiples et rapprochées. Doublons, pour empêcher cet abus, le rapport de 20 % d'un minimum de temps, un an par exemple, nous aurons ainsi un système très souple qui se prête à toutes les exigences de la pratique ;

2° Le jugement qui prononce la validité confère-t-il aux créanciers saisissants sur les sommes saisies et sur les retenues futures un droit exclusif au préjudice des intervenants postérieurs ? Parmi les tribunaux de paix, les uns se décident pour l'affirmative en s'inspirant des principes généraux de la saisie-arrêt de droit commun, les autres en plus grand nombre, soutiennent au contraire, avec raison selon nous, que la loi du 12 janvier 1895 est une loi spéciale qui se suffit à elle-même, que le dixième saisissable est le gage commun de tous les créanciers du débiteur saisi et ils se bornent à ordonner dans le jugement de validité que le tiers saisi retiendra à chaque échéance le dixième des salaires pour être distribué ultérieurement ainsi qu'il appartiendra (Pabon, Saisie-Arrêt, n° 302).

Cette seconde solution a le grand avantage de ramener à l'unité la procédure de validité, les créanciers attendant en ce cas qu'il y ait somme suffisante pour provoquer une instance en validité et répartition tout à la fois. D'où une grande économie de temps et de frais pour le débiteur saisi, qui n'est appelé qu'une fois au lieu de recevoir autant de convocations qu'il y

a de créances à valider. Nous demandons en conséquence que le législateur intervienne pour établir, pour le plus grand avantage du débiteur saisi et de son crédit, l'unité de jurisprudence en décidant que le jugement de validité ne confère aux créanciers saisissants aucun droit exclusif au profit des intervenants postérieurs ;

3° Nous voudrions enfin que le juge de paix eût le pouvoir de liquider complètement les toutes petites créances.

Voici, par exemple, une procédure de distribution où il y a une forte somme à répartir, 300 fr. par hypothèse. Sur un certain nombre de créanciers représentant peut-être 7 à 800 fr. de créances, je suppose un créancier intervenant pour 7 fr. et un autre pour 4 fr. : je demande qu'on permette au juge de paix d'attribuer intégralement à ces deux créanciers le montant de leurs petites créances. C'est l'intérêt de ces créanciers qui n'auront plus besoin de comparaître ou de se faire représenter à une procédure ultérieure de distribution. C'est l'intérêt du débiteur saisi qui verra les frais de convocation et autres diminuer d'autant dans l'avenir. C'est même l'intérêt bien compris des autres créanciers saisissants dont le dividende ne subira qu'une faible réduction et qui n'auront plus à supporter aux distributions ultérieures le concours des créances et surtout des frais nécessités par ces petits créanciers désormais libérés.

Il suffira d'ailleurs, pour éviter tout abus, de fixer une limite, de 5 ou 10 % par exemple du montant des retenues, que le juge de paix ne pourra dépasser.

On ne saurait croire, à moins de l'avoir soi-même appliqué (du consentement des parties en cause), quels résultats excellents peut donner cette procédure d'extinction des petites créances et de combien elle allège le poids des frais qui incombent au débiteur saisi. Et puis, voici un créancier de 7 fr. Si le marc le franc est de 40 %, il va toucher 2 fr. 80, juste de quoi le rémunérer de son temps ou lui permettre de payer son mandataire. Mais poursuivons. A la distribution suivante, il sera créancier de 4 fr. 20 ; si le débiteur a fait de nouvelles dettes et que le dividende à distribuer soit encore de 40 % du montant des créances actuelles, il va toucher 1 fr. 70, moins que ne coûte son intervention. La fois suivante, dans la même hypothèse (1), il touchera 0 fr. 70 et ainsi de suite sans jamais parvenir à rentrer dans l'intégralité de sa créance. Est-ce acceptable ?

Nous sommes convaincu et nous croyons en avoir fait la démonstration complète que si le législateur se résout, comme nous le désirons ardemment, à pro-

(1) Et cette hypothèse se réalisera souvent. C'est elle qui explique que le tableau que nous avons donné des répartitions du canton de Châlons-sur-Marne pendant le premier trimestre de 1909 accuse un marc le franc moyen de plus de 40 % et ne comporte cependant qu'une seule mainlevée.

noncer l'insaisissabilité absolue du mobilier ouvrier pour supprimer les frais de la procédure d'exécution dans leur racine même, s'il adopte en outre les grandes lignes de la proposition de loi votée par le Sénat le 22 novembre 1906, avec les trois modifications ou adjonctions proposées par nous-même, il aura définitivement réduit à un quantum insignifiant, à moins de 10 % certainement du montant des retenues, les frais prélevés sur le salaire, assuré par suite aux créanciers le paiement rapide et sans frais inutiles du montant de leurs créances, fortifié le crédit dont l'ouvrier peut avoir besoin dans un moment difficile. Voilà pourquoi il s'agit d'une réforme sociale de la plus haute importance.

De cette réforme, deux groupes d'officiers ministériels feront les frais : les greffiers de justice de paix et les huissiers. Les greffiers verront leurs honoraires réduits dans de notables proportions, de moitié peut-être ; mais il faut avouer que la loi de 1895 leur permet un prélèvement qui n'est pas en rapport, comme l'a dit un juge de paix, avec la somme de travail et de droits que cet argent représente. Quant aux huissiers, ils seront tout à fait sacrifiés et ne trouveront qu'une compensation partielle dans le droit qu'il y aurait lieu, selon nous, de leur accorder de représenter les parties, tout au moins les créanciers saisissants, dans la procédure de distribution devant le juge de paix : les motifs qui avaient pu dicter

l'art. 18 de la loi du 25 mai 1838 auront en effet disparu.

Et maintenant, est-il bien nécessaire, sous prétexte d'être complet, de combattre les propositions de loi de MM. Bonnevey et Dron sur l'insaisissabilité absolue des salaires ? Trois arguments principaux sont fournis par les partisans de l'insaisissabilité :

1<sup>o</sup> Les salaires des ouvriers, de même les gages des gens de service, les appointements et petits traitements des employés et commis, constituent l'élément essentiel, indispensable à leur existence et à celle de leur famille, et à ce titre il est impossible d'en distraire la moindre partie ;

2<sup>o</sup> Pour opérer le recouvrement de toute quotité saisissable, il faut recourir à une procédure longue, coûteuse, occasionnant plusieurs millions de frais par année, supportés en définitive par des malheureux.

3<sup>o</sup> Certaines nations étrangères enfin, et de celles qui sont à la tête du progrès industriel et social, comme l'Allemagne et l'Angleterre, ont adopté le système de l'insaisissabilité absolue des salaires et il a donné d'excellents résultats, tant au point de vue de l'éducation économique qu'au point de vue de la moralisation de la classe ouvrière ; nous montrons-nous moins soucieux des intérêts matériels et moraux de nos concitoyens que l'Allemagne et l'Angleterre ?

La réponse à cette argumentation nous semble sin-

gulièrement facile après l'exposé que nous avons fait de la réforme telle que nous l'entendons :

1° On ne peut plus nous opposer les frais exagérés de procédure, puisque nous avons proposé la suppression de toute procédure d'exécution et la réduction à un faible minimum des frais de répartition ;

2° L'argument tiré de l'exemple des nations étrangères n'est pas aussi impressionnant qu'il le paraît au premier abord. On nous cite surtout l'exemple de l'Allemagne et de l'Angleterre. Mais, tout d'abord, la loi allemande du 21 juin 1869 ne proclame insaisissables que les salaires des ouvriers inférieurs à 1500 marcks ; et puis, et surtout, l'organisation économique du parti ouvrier en Allemagne : syndicats, sociétés coopératives de crédit ou banques populaires est très avancée et permet à l'ouvrier de trouver un crédit dans les moments de chômage et de gêne. En Angleterre également, le salaire est insaisissable au-dessous de 20 shillings par semaine, mais le débiteur contre lequel existe un jugement de condamnation peut être incarcéré pour dettes. Est-ce donc là le régime qu'on voudrait nous imposer comme modèle et transplanter en France ?

3° Le salaire enfin, nous dit-on, représente l'élément essentiel, indispensable à la vie de l'ouvrier et à celle de sa famille et il est impossible d'en rien retrancher. Mais cette affirmation se trouve contredite par des milliers de statistiques dressées par tous pays qui per-

mettent de conclure que les salaires ont plus que doublé au cours du XIX<sup>e</sup> siècle. Sans doute, il y a dans les chiffres fournis par ces statistiques et dans les graphiques qui les représentent, notamment ceux exposés à l'Exposition universelle de 1900 par l'Office du travail, une part d'illusion d'optique causée par la dépréciation de valeur de l'argent : on estime en effet que la vie matérielle a augmenté d'un tiers en moyenne depuis un siècle ; mais, tout compte fait, on voit qu'il reste néanmoins une bonne marge de hausse réelle (Gide, *Principes*, p. 478). Le salaire n'a donc pas un caractère alimentaire pour le tout. Les besoins de l'ouvrier qu'il est destiné à satisfaire et qui vont actuellement croissant avec une régularité chronologique ne sont pas seulement indéfiniment extensibles : ils sont aussi partiellement compressibles. Sans doute le niveau habituel d'existence ne saurait être brutalement ramené à ce qu'il était il y a un siècle — le *standard of life* ne se laisse pas facilement abaisser — mais enfin il est susceptible de réduction dans de faibles limites et la fixation au dixième de la quotité saisissable, indiquée par le Conseil supérieur du Travail après accord entre patrons et ouvriers, proposée par le Gouvernement dans le projet de loi déposé en son nom par M. Jules Roche, Ministre du Commerce, le 16 juin 1891, acceptée par les Commissions des deux Chambres et légalisée par la loi du 12 janvier 1895 nous paraît devoir être maintenue.

C'est dire que nous repoussons avec la dernière énergie les propositions relatives à l'insaisissabilité absolue des salaires. Quoi ! voici des ouvriers qui jouissent de tous leurs droits politiques et économiques, qui peuvent se constituer en syndicats professionnels et associations d'une puissance de jour en jour plus considérables, qui par leur nombre décident de la politique et des destinées d'un pays et nous voudrions, alors qu'ils le peuvent, les déclarer libres de ne pas payer leurs dettes, incapables de contracter valablement, de gérer eux-mêmes leurs affaires personnelles ? N'y aurait-il pas là une choquante contradiction avec les capacités politiques et économiques dont ils jouissent ? Écoutons ce que disait une des plus hautes intelligences de notre époque au Conseil supérieur du travail dans la séance du 16 juin 1900 : « Je me résigne, disait M. Jaurès, à l'insaisissabilité et à l'incessibilité des salaires ; je m'y résigne *parce qu'il me paraît à peu près démontré que les frais énormes de procédure excéderont toujours le montant de la dette* quelle que soit la combinaison qu'on adopte. Mais je déclare que je ne m'y résigne pas sans tristesse ni sans quelque humiliation. Je trouve qu'il est très pénible de frapper toute une classe de salariés d'une sorte d'incapacité. Je sais bien qu'il y a des précédents ; on ne saisit pas le traitement des ecclésiastiques, mais ils constituent une catégorie spéciale ; pour la première fois, au contraire,

on veut appliquer cette mesure au prolétariat tout entier qu'on déclare par là même incapable de défendre avec sagesse ses salaires et de diriger avec clairvoyance ses achats. Je sais bien que nous demandons toujours des lois de protection pour la classe ouvrière ; mais permettez-moi de signaler la différence qu'il y a entre les mesures de protection destinées à défendre l'ouvrier contre des forces qui sont supérieures et celles qui sont faites pour le protéger contre lui-même. Quand vous protégez un ouvrier contre une journée de travail dont la durée est excessive, c'est pour réagir contre une force sociale et sa volonté n'a rien à y voir. Mais quand vous prenez des mesures pour défendre l'ouvrier contre lui-même, contre sa propre imprévoyance, vous le déclarez dans un état d'incapacité légale ».

Voilà donc la raison, l'unique raison qui déterminait à regret M. Jaurès à se déclarer partisan de l'insaisissabilité absolue des salaires : l'énormité des frais de procédure, toujours supérieurs au montant de la dette. Or nous avons montré comment il était possible de réduire ces frais à une faible quotité du montant des retenues. Pussions-nous voir réaliser notre réforme ! Elle garantirait à l'ouvrier la libre propriété d'un mobilier indispensable à une créature humaine dans nos sociétés civilisées et industrielles, elle dégagerait le salaire de tous ces frais qui le déciment et le détournent de sa destination naturelle, elle assurerait

et consoliderait le crédit de l'ouvrier et peut-être empêcherait que tôt ou tard celui-ci ne soit frappé d'une sorte d'incapacité légale. La conscience moderne s'honore de vouloir élever l'individu. Protégeons-le, puisque c'est nécessaire, mais ne le diminuons pas.

---

Vu :

Le Président de la Thèse,  
TRUCHY.

Vu :

Le Doyen,  
CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :

*Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,*  
L. LIARD.



## TABLE DES MATIÈRES

---

|                                                                                                                      | Pages |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| INTRODUCTION.....                                                                                                    | 1     |
| CHAPITRE PREMIER.....                                                                                                | 5     |
| § 1 <sup>er</sup> . — Les personnes en présence.....                                                                 | 7     |
| § 2. — Le salaire : partie saisissable, cessible, opposable en compensation.....                                     | 17    |
| § 3. — Compétence et procédure.....                                                                                  | 32    |
| CHAPITRE II.....                                                                                                     | 41    |
| § 1 <sup>er</sup> . — Coût d'une procédure de répartition : son expression en fonction du nombre des créanciers..... | 48    |
| § 2. — Coût d'une procédure de répartition par chaque créancier opposant.....                                        | 52    |
| § 3. — Frais de répartition et frais antérieurs.....                                                                 | 55    |
| CHAPITRE III.....                                                                                                    | 67    |

---



Travail exécuté en commandite par des ouvriers syndiqués

SAINT-BRIEUC. — Typ. F. GUYON — (576-3-10-2).

---







